



Message 2020-DFIN-49

1^{er} septembre 2020

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi approuvant les mesures urgentes du Conseil d'Etat visant à surmonter l'épidémie de COVID-19

Le présent message est structuré de la manière suivante.

1. Introduction	1
2. Typologie des mesures prises	1
2.1. Ordonnances ressortissant au domaine de compétence du Conseil d'Etat	2
2.2. Ordonnances dont la durée de validité est déjà échue ou formellement abrogées	2
2.3. Ordonnances ressortissant au domaine de compétence du Grand Conseil et dont la mise en œuvre ne dépasse pas une année	3
2.4. Ordonnances ressortissant au domaine de compétence du Grand Conseil et dont la mise en œuvre dépasse une année	3
2.4.1. Soutien aux acteurs économiques	4
2.4.2. Mesures fiscales	6
2.4.3. Législation sur les communes	6
2.4.4. Personnes précarisées et à risque de pauvreté	7
2.5. Arrêtés relatifs à l'Organe cantonal de conduite (OCC)	7
3. Récapitulatif des dépenses engagées et incidences financières	7
4. Autres incidences	8
5. Commentaire des dispositions	8

1. Introduction

Le présent message a pour objet la validation par le Grand Conseil de la gestion de la crise sanitaire liée à la propagation du coronavirus SARS-CoV-2 par le Conseil d'Etat. Il présente, en vue de leur approbation par le Grand Conseil, les mesures urgentes adoptées pour faire face à cette crise. Conformément à l'article 117 al. 1 de la Constitution cantonale du 16 mai 2004 (Cst.; RSF 10.1), les mesures nécessaires prises par le Conseil d'Etat dans des circonstances extraordinaires «cessent de produire effet une fois le danger disparu ou en l'absence d'approbation par le Grand Conseil dans le délai d'une année».

Le 9 juin 2020, le Conseil d'Etat a fixé à la date du 19 juin 2020 la levée de la situation extraordinaire cantonale qu'il avait décrétée le 13 mars 2020. Les mesures adoptées durant la période de crise doivent ainsi maintenant être approuvées, sous peine de perdre leur validité au terme des délais prévus à l'article 117 Cst.

Le contexte général de la crise sanitaire et la chronologie des mesures adoptées par le Conseil d'Etat pour y faire face ont été présentés de manière détaillée dans le rapport 2020-GC-98 Gestion de la crise COVID-19. Il n'en est pas fait une nouvelle fois état dans le présent rapport.

2. Typologie des mesures prises

A compter du 13 mars 2020, date à laquelle le Conseil d'Etat a adopté l'ordonnance définissant les mesures pour la lutte contre le coronavirus (COVID-19) (ROF 2020_026; RSF 821.40.21) ainsi que l'arrêté décidant la «mise en place de l'Organe cantonal de conduite (OCC) dans le cadre de l'épidémie de coronavirus (COVID-19)», le Conseil d'Etat a adopté plusieurs ordonnances et arrêtés instaurant diverses mesures pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire.

Sous l'angle de la nécessité de leur approbation par le Grand Conseil, les ordonnances peuvent être regroupées dans les quatre catégories suivantes:

1. ordonnances ressortissant au domaine de compétence du Conseil d'Etat;
2. ordonnances dont la durée de validité est déjà échuë ou formellement abrogées;
3. ordonnances ressortissant au domaine de compétence du Grand Conseil et dont la mise en œuvre ne dépasse pas une année;
4. ordonnances ressortissant au domaine de compétence du Grand Conseil et dont la mise en œuvre dépasse une année.

Dans son domaine de compétences (par ex. en matière de droit du personnel de l'Etat), le Conseil d'Etat a également pris certaines mesures par voie d'arrêtés, qu'il n'y a pas lieu de reprendre expressément dans le présent rapport. Demeure toutefois réservé le cas particulier des arrêtés relatifs à l'Organe cantonal de conduite (OCC) dans lesquels le Conseil d'Etat a, sur la base du droit d'urgence, décidé d'engagements financiers allant au-delà de ses compétences financières telles que définies dans la législation ordinaire.

2.1. Ordonnances ressortissant au domaine de compétence du Conseil d'Etat

Deux ordonnances ont été prises dans des domaines qui, dans le système ordinaire de la répartition des compétences entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, relèvent de la compétence du Conseil d'Etat. La validité de ces mesures n'est dès lors pas subordonnée à l'approbation du Grand Conseil. Comme elles ont été adoptées durant la période d'urgence sanitaire, elles font néanmoins partie de l'«arsenal» mis en place par le Conseil d'Etat pour lutter contre les conséquences de l'épidémie de COVID-19. A ce titre, par mesure de simplification, il convient de les inclure dans le «paquet global» des mesures approuvées par le Grand Conseil (art. 1). En revanche, le Conseil d'Etat conserve toute la latitude de les mettre en œuvre; les dispositions et restrictions prévues aux articles 2 et 3 de la loi ne concernent pas les actes de cette catégorie.

Les ordonnances en question sont les suivantes:

- > *RSF 821.40.67*: ordonnance du 3 juin 2020 complétant provisoirement le règlement de formation ETC (Ordonnance provisoire ETC) (ROF 2020_073);
- > *RSF 834.2.41*: ordonnance du 13 mars 2020 modifiant l'ordonnance fixant la liste des établissements médico-sociaux du canton de Fribourg (ROF 2020_027).

Il convient de signaler ici le cas particulier de l'ordonnance du 28 avril 2020 sur l'aide financière d'urgence aux pêcheurs professionnels pour les années 2020, 2021 et 2022 (RSF 923.13). Dans les considérants de cette ordonnance, le Conseil d'Etat signale que «les mesures nécessaires pour endiguer la propagation du coronavirus (COVID-19) ont accentué et aggravé les difficultés financières des pêcheurs professionnels qui ne

peuvent notamment plus écouler le produit de leur pêche sur les marchés et auprès des restaurateurs. Il convient dès à présent que soient prises les mesures concrètes visant à assurer le versement d'une aide financière d'urgence aux pêcheurs professionnels, comme cela est voulu par le Grand Conseil». Il se réfère ici à plusieurs instruments parlementaires visant à soutenir les pêcheurs professionnels.

A la différence des ordonnances citées ci-dessus, cette ordonnance a déjà été «validée» au niveau parlementaire. En effet, le 25 juin 2020, le Grand Conseil a adopté la loi modifiant la loi sur la pêche (soutien à la pêche professionnelle) (ROF 2020_87; RSF 923.1) afin de lui donner une base légale pérenne. Dès lors, il n'y a pas lieu de la compter au nombre des actes validés par le Grand Conseil par le biais de la présente loi d'approbation.

2.2. Ordonnances dont la durée de validité est déjà échuë ou formellement abrogées

Pour tenir compte de l'évolution de la situation sanitaire au cours des mois de mars à juin 2020, le Conseil d'Etat a procédé à l'abrogation de plusieurs mesures précédemment adoptées, soit parce que ces mesures devaient être remplacées par d'autres, soit parce qu'elles se référaient à une situation particulière désormais révolue. D'autres mesures ont été arrêtées dans des actes de durée limitée et se sont éteintes de plein droit au terme de leur durée de validité. Ces mesures ont été valablement décidées par l'autorité compétente en application de l'article 117 Cst. Comme les actes de la catégorie précédente, elles font partie du «paquet global» de mesures approuvées par le Grand Conseil. Ayant déjà perdu leurs effets, elles ne sont toutefois pas concernées par les articles 2 et 3 de la loi d'approbation.

Les ordonnances concernées sont les suivantes:

- > *RSF 821.40.21*: ordonnance du 13 mars 2020 définissant les mesures pour la lutte contre le coronavirus (COVID-19) (ROF 2020_26);
- > *RSF 821.40.31*: ordonnance du 17 mars 2020 concernant la suspension de l'enseignement présentiel au sein des établissements de formation dépendant de la DICS, de la DEE et de la DIAF, dans le cadre de la lutte contre le coronavirus (COVID-19) (ROF 2020_28);
- > *RSF 821.40.33*: ordonnance du 12 mai 2020 concernant la reprise de l'enseignement présentiel au sein des établissements de formation dépendant de la DICS dans le cadre de la lutte contre le coronavirus (COVID-19) (ROF 2020_52);
- > *RSF 821.40.41*: ordonnance du 19 mars 2020 élargissant les horaires d'ouverture des magasins d'alimentation (ROF 2020_30);
- > *RSF 821.40.42*: Ordonnance du 23 mars 2020 déléguant aux communes de Corminboeuf, Fribourg, Givisiez, Granges-Paccot, Marly, Matran, Villars-sur-Glâne, Bulle,

Morat, Romont, Estavayer et Châtel-Saint-Denis la compétence d'infliger des amendes d'ordre (COVID-19) (ROF 2020_031);

- > *RSF 821.40.51*: ordonnance du 31 mars 2020 suspendant les délais en matière de droits politiques (ROF 2020_33), abrogée le 12 mai 2020 (ROF 2020_53);
- > *RSF 821.40.71*: ordonnance du 17 mars 2020 limitant l'exploitation des structures d'accueil extrafamilial de jour dans le cadre de la lutte contre le coronavirus (COVID-19) (OSTE COVID-19) (ROF 2020_29), modifiée le 31 mars 2020 et le 28 avril 2020.

2.3. Ordonnances ressortissant au domaine de compétence du Grand Conseil et dont la mise en œuvre ne dépasse pas une année

Certaines ordonnances adoptées par le Conseil d'Etat sur la base du droit d'urgence dans des domaines ressortissant à la compétence ordinaire du Grand Conseil encore en vigueur se sont d'emblée vu attribuer une durée de validité limitée à moins d'une année. Lorsque ces ordonnances n'appellent pas de mesures d'exécution dépassant ce délai d'une année, elles n'auraient en soi pas besoin de faire l'objet d'une approbation par le Grand Conseil, le cadre de validité fixé à l'article 117 Cst. étant respecté. A l'instar des ordonnances des deux catégories précédentes, elles sont néanmoins englobées dans l'approbation générale prévue à l'article 1 de la loi.

Il s'agit des ordonnances suivantes:

- > *RSF 821.40.34*: ordonnance du 25 mai de soutien au château de Gruyères à la suite du coronavirus (COVID-19) (ROF 2020_057)

Afin de tenir compte de la situation particulière de la Fondation du château de Gruyères qui, en tant que fondation de droit public, n'est pas éligible pour une indemnisation selon les ordonnances fédérale et cantonale visant à limiter les conséquences économiques de la lutte contre l'épidémie de coronavirus (COVID-19) dans le secteur de la culture et qui ne peut bénéficier d'adaptation de budget de la part de l'Etat, dès lors qu'elle n'est pas une institution culturelle avec un statut d'établissement d'Etat (cf. considérants de l'ordonnance du 25 mai de soutien au château de Gruyères à la suite du coronavirus [COVID-19]), le Conseil d'Etat a décidé d'accorder, à fonds perdus, un montant maximal de 845 000 francs à la Fondation précitée en charge de la conservation et de l'exploitation du château de Gruyères. Sans soutien étatique, celle-ci aurait encouru le risque d'une faillite et n'aurait pas été en mesure d'assurer la réouverture du site. La durée de validité de l'ordonnance a été fixée au 31 décembre 2020, date à laquelle sera versée la dernière tranche de l'aide octroyée. Il est ici noté que la situation du château de Gruyères devra être réévaluée dans les mois à venir. Il

n'est pas exclu que de nouvelles mesures de soutien à la Fondation du château de Gruyères soient proposées par le Conseil d'Etat.

- > *RSF 821.40.81*: ordonnance du 6 avril 2020 sur les mesures urgentes et temporaires en matière fiscale pour maîtriser la crise du coronavirus (ROF 2020_38)

L'article 1 de cette ordonnance prolonge à 120 jours la durée des délais de paiement du solde d'impôts fixé dans le décompte final. L'article 2 fixe à 0% le taux de l'intérêt compensatoire pour l'année 2020. La durée de validité de l'ordonnance est fixée au 31 décembre 2020.

L'impact financier pour l'Etat des mesures introduites par cette ordonnance a été estimé à 2,4 millions de francs.

2.4. Ordonnances ressortissant au domaine de compétence du Grand Conseil et dont la mise en œuvre dépasse une année

Sont regroupées dans cette catégorie les ordonnances en vigueur qui contiennent des dispositions qui auraient dû être adoptées par le Grand Conseil selon la répartition ordinaire des compétences entre cette autorité et le Conseil d'Etat, et dont la mise en œuvre nécessitera des mesures d'exécution plus d'une année après leur adoption.

Conformément à l'article 117 Cst., les ordonnances en question cesseront de produire effet en l'absence d'approbation par le Grand Conseil dans le délai d'une année à compter de leur adoption. La question de savoir quelle signification il faut donner aux termes «ces mesures cessent de produire effet» figurant à l'article 117 Cst. nécessiterait en soi un examen, mesure par mesure, afin de déterminer si les conséquences intervenant au-delà du délai d'une année doivent être considérées comme des effets au sens de l'article 117 Cst. ou comme une suite indissociable de la mesure de base (dans le premier cas, à défaut d'approbation par le Grand Conseil, les conséquences s'éteindraient passé le délai d'une année; dans le second, elles pourraient perdurer au-delà de ce délai).

Dans un souci de simplification, il paraît préférable de renoncer à cet examen. L'adoption par le Grand Conseil de la loi approuvant les mesures urgentes du Conseil d'Etat visant à surmonter l'épidémie de COVID-19 valide, de manière globale, l'ensemble des mesures d'urgence, autorise, également globalement, la poursuite de leur mise en œuvre et prolonge leur durée de vie aussi longtemps que des mesures de mise en œuvre seront nécessaires.

A l'origine, la durée de validité des actes de cette catégorie avait été déterminée de manière non uniforme. Il est apparu au fil du temps que cette solution présentait certains inconvénients. Dès lors, en prévision de l'adoption de la présente loi d'approbation, le Conseil d'Etat a harmonisé les différentes clauses de fin de validité, de telle sorte que, une fois approuvée par le Grand Conseil, chaque ordonnance demeure en vigueur aussi longtemps que des mesures d'exécution seront

nécessaires (cf. ordonnance du 1^{er} septembre 2020 révisant la durée de validité des actes COVID-19).

2.4.1. Soutien aux acteurs économiques

L'ordonnance du 6 avril 2020 sur les mesures économiques à la suite du coronavirus (OME COVID-19) (ROF 2020_37; RSF 821.40.61) constitue la clé de voûte de l'arsenal mis en place par le Conseil d'Etat afin de soutenir les divers acteurs économiques confrontés à des besoins immédiats de liquidités en raison de la pandémie de COVID-19 (ordonnance-cadre). Elle est complétée par des ordonnances sectorielles (ordonnances d'exécution de l'ordonnance-cadre) (cf. ci-après let. a à g).

Selon ses considérants, l'ordonnance-cadre vise le maintien du tissu économique et à «permettre un redémarrage rapide de l'économie fribourgeoise une fois la pandémie passée». Par ailleurs, le Conseil d'Etat précise que «des mesures ciblées de soutien, tant sous l'angle des instruments que pour des domaines d'activités spécifiques, tenant compte de la diversité des acteurs économiques, doivent être ordonnées au niveau cantonal en complément et de manière subsidiaire à celles qui sont ordonnées par la Confédération».

En vertu de l'article 2, une «enveloppe financière maximale de 50 millions de francs est mise à disposition pour le financement de mesures de soutien à l'économie». Les modalités de la mise en œuvre du soutien étatique à l'économie sont précisées dans les ordonnances sectorielles.

Cette disposition a été modifiée le 3 juin 2020. A cette date, le Conseil d'Etat a adopté l'ordonnance modifiant l'ordonnance sur les mesures économiques à la suite du coronavirus (ROF 2020_71; RSF 821.40.61) et porté à 60,2 millions de francs l'enveloppe maximale dévolue aux mesures de soutien à l'économie. La répartition de ce montant entre les divers domaines d'intervention est décrite ci-dessous et récapitulée sous chiffre 3.

a) Culture

L'ordonnance-cadre OME COVID-19 prévoit à son article 5 al. 1 que la Direction de l'instruction publique de la culture et du sport (DICS), par le Service de la culture (SeCu), est autorisée à verser les subventions promises aux manifestations culturelles qui auraient été annulées ou reportées à cause du COVID-19, à la condition que ces annulations ou reports entraînent des pertes financières. Cette disposition a été précisée et mise en œuvre dans le cadre des ordonnances fédérales et cantonales spécifiques à la culture.

En effet, le 20 mars 2020, le Conseil fédéral a promulgué une ordonnance visant à limiter les conséquences économiques de la lutte contre l'épidémie de coronavirus (COVID-19) dans le secteur de la culture, à empêcher une atteinte durable

au paysage culturel suisse et à contribuer à la préservation de la diversité culturelle. Parmi les types d'aides prévues, deux nécessitaient des dispositions d'exécution cantonales pour pouvoir être mises en œuvre au profit des entreprises et acteurs culturels des divers cantons. Le 13 mai 2020, le Conseil fédéral a prolongé la durée de validité de cette ordonnance jusqu'au 20 septembre 2020.

Le Conseil d'Etat a adopté l'ordonnance du 14 avril 2020 d'application de l'ordonnance fédérale sur l'atténuation des conséquences économiques du coronavirus (COVID-19) dans le secteur de la culture (ROF 2020_39; RSF 821.40.32). Cet acte fixe en particulier les critères et la procédure d'octroi des aides d'urgence et de l'indemnisation des pertes financières des entreprises et acteurs culturels. Le Conseil d'Etat a prorogé cette ordonnance le 9 juin 2020 (ROF 2020_75; RSF 821.40.32). A la suite de la modification du 13 mai 2020 de l'ordonnance fédérale COVID dans le secteur de la culture, la disposition sur l'aide d'urgence aux entreprises a été abrogée dans l'ordonnance cantonale, en raison de sa non-utilisation.

La Confédération a mis à la disposition des cantons les ressources financières nécessaires (pour Fribourg: 6,383 millions) à l'indemnisation des pertes financières subies par les entreprises et acteurs culturels, pour autant que le canton puisse démontrer qu'il prend à sa charge un montant au moins équivalent. Le canton de Fribourg a donc également mis à disposition un montant cadre de 6,383 millions de francs. Ainsi, le crédit cadre maximal défini pour le soutien accordé aux acteurs culturels se monte à 12,776 millions de francs, financé à part égale par l'Etat de Fribourg et la Confédération.

En outre, sur la base de l'ordonnance du 25 mai 2020 de soutien au château de Gruyères à la suite du coronavirus (COVID-19), la Fondation du château de Gruyère pourrait bénéficier d'un montant maximal de 845 000 francs au maximum à titre d'aide à fonds perdus, dont une première tranche de 250 000 francs a déjà été versée (cf. ci-dessus ch. 2.3). Il est à noter enfin que l'Etat de Fribourg a garanti ses subventions culturelles malgré les annulations, à hauteur des frais engagés.

b) Tourisme

Le 14 avril 2020, le Conseil d'Etat a adopté l'ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus dans le domaine du tourisme (MET COVID-19) (ROF 2020_40; RSF 821.40.62).

Les aides accordées dans le domaine du tourisme représentent un montant total de 6 millions de francs. 5 millions de francs sont destinés au Fonds d'équipement touristique (FET), en complément de la contribution annuelle ordinaire de l'Etat à ce dernier selon l'article 48 al. 1 de la loi du 13 octobre 2005 sur le tourisme (LT). Un million de francs est

alloué à l'Union fribourgeoise du tourisme (UFT), pour elle-même et les organisations touristiques partenaires, à titre de prêt sans intérêt au sens de l'article 9 al. 1 let. a LT. Le prêt doit être remboursé jusqu'au 31 décembre 2029.

c) Loyers et fermages de locaux commerciaux

L'ordonnance du 21 avril 2020 sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien aux loyers ou fermages de locaux commerciaux (OMEB COVID-19) (ROF 2020_41; RSF 821.40.63) vise à compenser une partie des pertes financières subies par les petites entreprises et les indépendants du fait des mesures sanitaires ordonnées dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus. En raison de ces mesures, certains propriétaires et locataires de locaux commerciaux ont dû immédiatement fermer leur établissement et réduire leur activité à zéro. D'autres, malgré le maintien de l'ouverture de leur commerce, ont vu leur chiffre d'affaires chuter considérablement en raison de la forte réduction de leur clientèle. Le Conseil d'Etat a décidé de prendre en charge une partie de leur loyer, ou de leur ferme, aux conditions prévues à l'article 3 de l'ordonnance, notamment la limitation de l'aide accordée à 5000 francs, 7000 francs pour les établissements publics, et la renonciation du bailleur à percevoir les loyers ou fermages du mois de juillet.

L'ordonnance précitée a été modifiée à deux reprises, la première fois le 5 mai 2020 (ROF 2020_49; RSF 821.40.63), puis le 9 juin 2020 (ROF 2020_76; RSF 821.40.63), afin d'adapter les mesures à la réalité économique des requérants et requérantes, sans modifier toutefois l'enveloppe globale à disposition.

Ainsi, un montant total de 20 millions de francs a été progressivement mis à disposition, dans le cadre des trois ordonnances précitées, à titre de soutien aux loyers ou fermages de locaux commerciaux.

d) Soutien et conseil aux entreprises

Le Conseil d'Etat a adopté l'ordonnance du 21 avril 2020 sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien et du conseil aux entreprises (OME-entreprises COVID-19) (ROF 2020_42; RSF 821.40.64) afin de combler certaines lacunes dans l'aide apportée aux entreprises en soutenant spécifiquement les start-up et les jeunes entreprises par un assouplissement des conditions d'octroi du cautionnement cantonal au sens de l'article 9a de la loi du 3 octobre 1996 sur la promotion économique (LPEc; RSF 900.1) et des conditions d'octroi des contributions financières à fonds perdus au sens des articles 7 ss de cette même loi. Le champ d'application de cette ordonnance a été étendu le 5 mai 2020 par l'adoption de l'ordonnance modifiant l'ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter

contre les effets du coronavirus par un soutien et du conseil aux entreprises (ROF 2020_50; RSF 821.40.64).

L'ordonnance prévoit deux catégories de soutien: d'une part, les garanties accordées par l'Etat pour faciliter l'octroi de prêts bancaires ainsi que, d'autre part, les contributions à fonds perdus sous la forme de conseils et de coaching et les cotisations aux clusters.

Peuvent prétendre à un prêt bancaire garanti par l'Etat les entreprises fribourgeoises fondées entre le 1^{er} janvier 2010 et le 1^{er} mars 2020 et dont le modèle d'affaires est évolutif, fondé sur les sciences ou les technologies et novateur (art. 3 al. 1 let. a). Le montant maximal du prêt correspond à un tiers des frais courants 2019 ou 2018 de l'entreprise, mais au maximum un million de francs (art. 3 al. 1 let. b). La durée maximale des cautionnements est de dix ans; en cas de difficulté d'amortissement, le délai peut toutefois être étendu à quinze ans au plus (art. 3 al. 1 let. d).

Les entreprises bénéficiaires des contributions à fonds perdus sous la forme de conseils et de coaching doivent avoir été fondées le 1^{er} janvier 2018 au plus tard (art. 4 al. 1 let. a) et le montant maximal de l'aide est de 600 francs par société (art. 4 al. 1 let. c). Quant aux conditions d'octroi d'une contribution à fonds perdus en la forme d'une prise en charge partielle des cotisations de membres des «clusters sectoriels», elles concernent les membres des clusters suivants: Building Innovation Cluster, Cluster Food & Nutrition, Swiss Plastics Cluster (art. 5 al. 1 let. a) et le montant maximal de l'aide correspond à 75% de la cotisation de membre desdits clusters (art. 5 al. 1 let. c).

Par le biais d'un assouplissement des conditions d'octroi prévues par la LPEc et le règlement du 18 septembre 2018 sur la promotion économique (RPEc; RSF 900.11) en matière de cautionnement cantonal et de contributions financières à fonds perdus, un montant total de 5 612 500 francs a été mis à disposition pour renforcer et compléter les mesures de soutien et de conseil aux entreprises fribourgeoises.

e) Médias

Afin d'atténuer les conséquences de la pandémie de coronavirus sur les principaux médias fribourgeois et de leur permettre de garantir le maintien des postes de travail, voire, plus particulièrement dans le domaine de la presse écrite, la survie des titres, et de continuer à offrir une information de qualité, le Conseil d'Etat a adopté l'ordonnance du 5 mai 2020 sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus dans le domaine des médias (MEM COVID-19) (ROF 2020_51; RSF 821.40.65). Cette ordonnance prévoit une aide à fonds perdus au sens de l'article 2 al. 1 let. a RPEc. L'aide consiste en une couverture partielle des pertes nettes de chiffre d'affaires (art. 3 al. 1 let. b et al. 2 let. b).

Un montant total de 5,34 millions de francs a été mis à disposition par le Conseil d'Etat pour le soutien à la presse au sens large. Il a été réparti à raison de 3,7 millions de francs pour la presse écrite et 1,64 millions de francs pour les médias radio-diffusés et télédiffusés.

f) Economie locale et de proximité

L'ordonnance du 3 juin 2020 sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien à l'économie locale et de proximité (OMEL COVID-19) (ROF 2020_70; RSF 821.40.53) vise à soutenir et à favoriser la consommation locale et de proximité par l'octroi d'une contribution individuelle au sens de l'article 5 de la loi du 17 novembre 1999 sur les subventions (LSub; RSF 616.1) sous la forme d'une participation à des bons d'achat – pourcentage de rabais ou offre promotionnelle – pour atténuer les conséquences de la pandémie de coronavirus sur les commerces et services de proximité les plus touchés (art. 1). Les commerces et services bénéficiaires sont, d'une part, les commerces fri-bourgeois de proximité ayant été obligés, sur ordre des autorités, de fermer totalement pendant tout ou partie de la crise et, d'autre part, les membres de l'association Terroir Fribourg (art. 3).

Un montant de 4,195 millions de francs a été alloué pour les mesures de soutien à la consommation locale et de proximité, dont 195 000 francs pour la gestion d'une plate-forme en ligne d'octroi des bons d'achats auprès des commerces concernés.

g) Orientation et formation professionnelle

Le 3 juin 2020, le Conseil d'Etat a adopté l'ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien à l'orientation et à la formation professionnelle (OMEF COVID-19) (ROF 2020_72; RSF 821.40.66). Cette ordonnance vise, par des mesures diverses, à soutenir les jeunes qui sortent de l'école obligatoire et sont en recherche d'une place d'apprentissage (cf. art. 3), les jeunes en formation duale (cf. art. 4) ainsi que les adultes (cf. art. 5 et 6) dont la situation professionnelle est fortement fragilisée par la crise et qui ont besoin rapidement d'un conseil en réorientation professionnelle.

Un montant de 1,899 millions de francs a été alloué pour les mesures de soutien à l'orientation et à la formation professionnelle et réparti entre les services compétents, à savoir le Service de l'orientation professionnelle et de la formation des adultes (SOPFA, 305 000 francs), le Service de la formation professionnelle (SFP, 1 244 000 francs) et le Service public de l'emploi (SPE, 350 000 francs).

2.4.2. Mesures fiscales

Outre l'ordonnance du 6 avril 2020 sur les mesures urgentes et temporaires en matière fiscale pour maîtriser la crise du coronavirus (RSF 821.40.81) déjà évoquée (cf. ci-dessus ch. 2.3), le Conseil d'Etat a annoncé, dans sa réponse du 3 juin 2020, à la motion 2020-GC-54 des députés Claude Brodard et Stéphane Peiry (Provision extraordinaire liée au COVID-19) vouloir suspendre jusqu'au terme général d'échéance la perception d'intérêts moratoires sur les acomptes de la période fiscale 2020. Cette mesure a été intégrée au rapport 2020-GC-98 du 9 juin 2020 sur la gestion de la crise COVID-19. Les modifications réglementaires qui en découlent ont été adoptées par le Conseil d'Etat le 17 août 2020 dans l'ordonnance relative à la suspension des intérêts moratoires sur les acomptes perçus pour la période fiscale 2020.

On relèvera encore le projet de loi modifiant la loi sur les impôts cantonaux directs. Ce projet prévoit notamment diverses baisses fiscales d'envergure qui constitueront un soutien complémentaire important à l'économie et à la population et participeront ainsi au futur plan de relance économique. Il convient enfin de mentionner le projet de loi fixant le coefficient annuel des impôts cantonaux directs de la période fiscale 2021 qui entraînera une réduction de l'imposition du revenu.

L'impact financier pour l'Etat des mesures introduites par l'ordonnance du 6 avril 2020 a été estimé à 2,4 millions de francs. Vient s'ajouter à cela un manque à gagner de 2,5 millions de francs découlant du renoncement à la perception d'intérêts moratoires; ce renoncement a été concrétisé dans l'ordonnance du 17 août 2020 relative à la suspension des intérêts moratoires sur les acomptes perçus pour la période fiscale 2020 (RSF 821.40.82). Le coût des mesures fiscales urgentes déjà décidées par le Conseil d'Etat atteint donc 4,9 millions de francs au total pour l'Etat.

Les baisses fiscales évoquées précédemment, qui doivent être encore approuvées par le Grand Conseil indépendamment du présent projet, représenteraient un manque à gagner annuel estimé à 33,3 millions de francs pour l'Etat et à 26,6 millions de francs pour les communes. La réduction du coefficient d'impôt sur le revenu engendrera quant à elle un coût de 16 millions de francs pour l'Etat.

2.4.3. Législation sur les communes

En raison des mesures prises pour endiguer la propagation du coronavirus, la tenue des scrutins populaires communaux n'a pas pu se dérouler conformément aux règles ordinaires. Il en va de même des séances des assemblées communales et des législatifs communaux et intercommunaux. Le Conseil d'Etat a considéré que cette situation exigeait l'assouplissement de certaines exigences fixées par la législation sur les communes, notamment quant à certains délais (introduc-

tion du conseil général, renouvellement des présidences des conseils généraux, approbation des comptes 2019, etc.). Il a, à cette fin, adopté l'ordonnance du 3 juin 2020 modifiant temporairement certains délais relevant de la législation sur les communes (ROF 2020_69; RSF 821.40.52). Le Conseil d'Etat a prévu de réexaminer la situation d'ici la fin de l'année 2020.

Cette ordonnance n'a pas d'incidences financières directes pour l'Etat.

2.4.4. Personnes précarisées et à risque de pauvreté

Afin de soutenir les personnes en situation de précarité, le Conseil d'Etat a adopté l'ordonnance du 3 juin 2020 sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien aux personnes nouvellement précarisées et à risque de pauvreté (OMEP COVID-19) (ROF 2020_74; RSF 821.40.72). Dans le but d'assurer la cohésion sociale, cette ordonnance vise à renforcer le partenariat avec les institutions et réseaux d'entraide, afin d'assurer une aide directe et l'orientation des personnes concernées vers les aides adéquates. Les bénéficiaires sont les personnes en situation précaire dans le besoin et qui ne recourent pas à l'aide sociale ainsi que les personnes à risque de pauvreté selon la définition du rapport du Conseil d'Etat sur la pauvreté (Rapport 2016-DSAS-38).

Un montant d'un million de francs a été attribué par le Conseil d'Etat à la Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS), respectivement au Service de l'action sociale (SASoc). Il appartient à ce dernier de redistribuer ce montant sous forme d'aides à fonds perdus aux institutions et réseaux d'entraide concernés (notamment Banc Public, Caritas Fribourg, Cartons du Cœur Fribourg, Croix-Rouge fribourgeoise, REPER, SOS Futures mamans, St-Bernard du Cœur).

2.5. Arrêtés relatifs à l'Organe cantonal de conduite (OCC)

Le Conseil d'Etat a adopté plusieurs arrêtés relatifs à l'OCC. Seuls les arrêtés ayant trait à la mise sur pied et à la dissolution de cet organe, ainsi qu'à l'octroi des moyens financiers nécessaires à l'accomplissement de ses tâches, sont repris dans la liste ci-dessous:

- > Arrêté du 13 mars 2020: Mise en place de l'Organe cantonal de conduite (OCC) dans le cadre de l'épidémie de coronavirus (COVID-19) (arrêté 2020_230);
- > Arrêté du 16 mars 2020: Mise sur pied de l'OCC – octroi d'une enveloppe financière et de compétences décisionnelles y relatives (arrêté 2020_232);
- > Arrêté du 31 mars 2020: OCC – octroi d'une enveloppe financière complémentaire (arrêté 2020_271);
- > Arrêté du 14 avril 2020: OCC – octroi d'une enveloppe financière complémentaire (arrêté 2020_292);

- > Arrêté du 25 mai 2020: OCC – octroi d'une enveloppe financière complémentaire (arrêté 2020_379);
- > Arrêté du 19 juin 2020: Dissolution de l'Organe cantonal de conduite ad hoc (OCC) et plan de reprise dans le cadre de l'épidémie de coronavirus (COVID-19) (arrêté 2020_397).

Une enveloppe de 18,3 millions de francs au total a été libérée en plusieurs étapes en faveur de l'OCC et de la Task Force DSAS qui a pris le relais dès le 1^{er} juillet 2020. L'enveloppe financière accordée a notamment servi à couvrir les frais liés au développement et à l'exploitation d'une hotline, les frais d'annonce dans les médias, les frais liés à l'acquisition de matériel sanitaire et médical.

Les dispositions prises dans les arrêtés OCC appellent encore des mesures d'exécution, en particulier en ce qui concerne la gestion des stocks des biens de protection acquis par l'OCC. Le montant de l'enveloppe financière accordée excède par ailleurs la limite de compétence du Conseil d'Etat fixée par la législation sur les finances de l'Etat (soit 4 702 070 frs, cf. art. 29 sv. et 43 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat [LFE; RSF 610.1], ainsi que l'ordonnance du 4 juin 2019 précisant certains montants liés aux derniers comptes de l'Etat [RSF 612.21]). Par souci de transparence, le Conseil d'Etat a dès lors choisi de traiter ces arrêtés de la même manière que les ordonnances colloquées sous chiffre 2.4 et de les citer expressément dans la loi d'approbation validant la gestion de la crise par le Conseil d'Etat.

3. Récapitulatif des dépenses engagées et incidences financières

Les mesures prises par le Conseil d'Etat dans le cadre de la réponse urgente à la crise économique représentent à ce jour environ 60,2 millions de francs. A cela s'ajoutent près de 756 millions de francs pour les mesures prises dans le cadre du droit fédéral, financées à 100% par la Confédération, et qui bénéficient directement aux entreprises et à la population fribourgeoise. Le Conseil d'Etat a en outre consacré 18,3 millions de francs au financement de l'OCC et de la Task force DSAS qui a pris le relais depuis le 1^{er} juillet 2020. Une récapitulation par domaine d'action est proposée dans le cadre du tableau suivant:

Récapitulatif des aides accordées aux entreprises et à la population fribourgeoises durant la période de «situation extraordinaire», en millions de francs état au 21 août 2020

Domaine d'action	Canton	Confédération
1. Mesures d'aides à l'économie		
Cautonnement de crédits commerciaux		604,9 *
Réduction des horaires de travail (RHT)		163,7 *
Allocations pour pertes de gains (APG)		41,7 *
Aides pour les baux commerciaux	20,0	
Aides aux acteurs culturels	11,228 **	6,383
Aides au secteur du tourisme	6,0	n.d.
Aides à la presse et aux médias	5,34	n.d.
Soutien et conseils aux jeunes entreprises	5,6125	10,0
Mesures fiscales	4,9	
Soutien à l'économie locale et de proximité	4,195	
Orientation et formation professionnelles	1,899	
Personnes précarisées et à risque de pauvreté	1,0	
2. OCC et Task Force DSAS	18,3	

* Montants effectivement accordés à la date mentionnée en titre. Les autres montants figurant dans le tableau correspondent aux totaux prévus dans les ordonnances et arrêtés de référence. Ils sont libérés progressivement, en fonction des demandes.

** Y compris les subventions cantonales ordinaires pour le développement de la culture, dont une partie est versée malgré l'absence de prestations.

Les impacts financiers de la crise du COVID-19 pour l'Etat ne se limitent pas aux montants évoqués ci-dessus. L'ensemble des mesures que le Conseil d'Etat a déjà prises ou devra encore prendre afin de lutter contre la pandémie et de parer aux incidences économiques et sociales qu'elle engendre représentera un coût global très important. Même si à ce stade la visibilité en matière de prévisions est faible, les perspectives à court et moyen termes indiquent clairement qu'il faudra encore faire face à des dépenses massives durant les prochains mois, ainsi qu'à une forte pression sur plusieurs revenus fiscaux. L'organisation mise en place pour anticiper et suivre au mieux les incidences financières en question et une estimation à moyen terme de ces dernières ont été présentées dans le cadre du rapport 2020-GC-98 du 9 juin 2020 sur la gestion de la crise COVID-19.

Selon les prévisions actuelles, les impacts financiers de cette crise sur les budgets et les comptes de l'Etat pour les exercices 2020, 2021 et 2022 devraient atteindre un montant cumulé de 400 millions de francs au moins. Il faut toutefois rappeler que les incertitudes relatives à l'évolution de la pandémie dans

les semaines et mois à venir ainsi que l'absence de visibilité quant au moment et à l'intensité de la reprise économique, au niveau national et mondial, sont autant de facteurs qui rendent toute prévision très difficile. Il convient dès lors de considérer avec toute la prudence nécessaire ces premières estimations.

4. Autres incidences

Le présent projet n'a pas d'incidences en matière de personnel.

Il n'a pas d'influence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il n'a pas non plus d'effet sur le développement durable.

Il est conforme à la Constitution cantonale et au droit fédéral. Il ne pose aucun problème sous l'angle de son eurocompatibilité.

5. Commentaire des dispositions

Article 1

L'article 1 énonce de manière générale l'objet de la loi.

En application de l'article 117 Cst., le Grand Conseil approuve les mesures prises par le Conseil d'Etat dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de COVID-19 et valide ainsi la gestion de la crise.

En adoptant le projet de loi qui lui est soumis, le Grand Conseil approuve de manière globale l'ensemble des mesures prises par le Conseil d'Etat du 13 mars 2020 au 19 juin 2020 dans le cadre de la lutte contre les conséquences de l'épidémie de COVID-19, qu'il s'agisse de mesures prises par voie d'ordonnances (actes législatifs) ou décidées par arrêtés (actes décisionnels). Par mesure de simplification, l'approbation ne porte pas uniquement sur les actes en vigueur qui, selon les dispositions ordinaires, relèvent de la compétence du Grand Conseil; elle englobe également les mesures adoptées par le Conseil d'Etat dans sa sphère de compétence et celles qui ne produisent plus d'effets.

Article 2

L'article 2 habilite le Conseil d'Etat à poursuivre la mise en œuvre des mesures approuvées par le Grand Conseil, lorsque la gestion de l'épidémie de COVID-19 le requiert.

Les mesures visées par cette disposition sont celles énoncées sous chiffres 2.4 et 2.5 du présent rapport:

- > *RSF 821.40.32*: ordonnance du 14 avril 2020 d'application de l'ordonnance fédérale sur l'atténuation des conséquences économiques du coronavirus (COVID-19) dans le secteur de la culture (ROF 2020_39);

- > *RSF 821.40.52*: ordonnance du 3 juin 2020 modifiant temporairement certains délais relevant de la législation sur les communes (ROF 2020_69);
- > *RSF 821.40.53*: ordonnance du 3 juin 2020 sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien à l'économie locale et de proximité (OMEL COVID-19) (ROF 2020_70);
- > *RSF 821.40.61*: ordonnance du 6 avril 2020 sur les mesures économiques à la suite du coronavirus (OME COVID-19);
- > *RSF 821.40.62*: ordonnance du 14 avril 2020 sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus dans le domaine du tourisme (MET COVID-19) (ROF 2020_40);
- > *RSF 821.40.63*: ordonnance du 21 avril 2020 sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien aux loyers ou fermages de locaux commerciaux (OMEB COVID-19) (ROF 2020_41);
- > *RSF 821.40.64*: ordonnance du 21 avril 2020 sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien et du conseil aux entreprises (OME-entreprises COVID-19) (ROF 2020_42);
- > *RSF 821.40.65*: ordonnance du 5 mai 2020 sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus dans le domaine des médias (MEM COVID-19) (ROF 2020_51);
- > *RSF 821.40.66*: ordonnance du 3 juin 2020 sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien à l'orientation et à la formation professionnelle (OMEF COVID-19) (ROF 2020_72);
- > *RSF 821.40.72*: ordonnance du 3 juin 2020 sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien aux personnes nouvellement précarisées et à risque de pauvreté (OMEP COVID-19) (ROF 2020_74).

Le 1^{er} septembre 2020, le Conseil d'Etat a adopté une ordonnance harmonisant la durée de validité des ordonnances dites COVID nécessitant des mesures d'exécution allant au-delà d'une année à compter de leur adoption. Ces ordonnances resteront en vigueur aussi longtemps que des mesures d'exécution sont nécessaires, à condition naturellement que le Grand Conseil les valide en adoptant le projet de loi qui lui est soumis. Dans la ligne de cette ordonnance, l'alinéa 2 prévoit de manière générale que la durée de validité de chacune des ordonnances précitées est prolongée aussi longtemps que la mise en œuvre de celles-ci le requiert. Une limite maximale est toutefois d'ores et déjà fixée au 31 décembre 2035. A cette date, la totalité des mesures prises par le Conseil d'Etat dans le cadre de la lutte contre les conséquences de l'épidémie de COVID-19 seront échues. La mesure la plus longue est prévue dans l'ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien et du conseil aux entreprises (OME-entreprises COVID-19) (RSF 821.40.64): la durée maximale des cautionnements, de

dix ans, peut, en cas de difficulté d'amortissement, être étendue à quinze ans au plus (art. 3 al. 1 let. d), soit jusqu'en 2035.

Pour garantir que la validité d'actes obsolètes ne perdure pas inutilement, il est prévu que le Conseil d'Etat examine tous les deux ans l'opportunité d'abroger ces actes.

Certains arrêtés adoptés par le Conseil d'Etat en relation avec l'OCC requièrent également des mesures d'exécution qui interviendront après l'adoption du présent projet de loi, en particulier en ce qui concerne la gestion des stocks des biens de protection acquis par l'OCC. Afin d'éviter toute lacune, il est proposé que le Grand Conseil habilite formellement le Conseil d'Etat à poursuivre lesdites mesures jusqu'à leur terme.

Article 3

La période d'urgence étant maintenant révolue, les modifications des mesures d'aide et de soutien, en particulier leur augmentation, renforcement ou prolongation, doivent être soumises aux principes ordinaires de la répartition des compétences entre le Grand Conseil et le Conseil d'Etat, au même titre que l'adoption de nouvelles mesures (al. 1).

L'expérience démontre toutefois que les mesures adoptées en situation d'urgence ne sont pas définitives; elles requièrent fréquemment des ajustements afin de correspondre aux besoins concrets liés à l'évolution de la situation. L'article 3 al. 2 précise les limites dans lesquelles le Conseil d'Etat est habilité à poursuivre la mise en œuvre des mesures approuvées: pour tenir compte des besoins pratiques (nécessité de prendre les mesures de manière très rapide) et pour éviter une surcharge inutile du Grand Conseil (risque que les adaptations soient passablement nombreuses), le Conseil d'Etat est habilité à procéder aux adaptations mineures nécessaires relevant de la mise en œuvre et de l'exécution.

Article 4

L'article 4 réserve la compétence du Conseil d'Etat de prendre de nouvelles mesures dans l'hypothèse où la situation sanitaire devait se dégrader à nouveau fortement nécessitant une nouvelle mise en œuvre de l'article 117 Cst.

Cette disposition réserve aussi les compétences résultant de la loi fédérale du 28 septembre 2012 sur les épidémies (LEp; RS 818.101), de la loi du 16 novembre 1999 sur la santé (LSan; RSF 821.0.1) et de la loi du 13 décembre 2007 sur la protection de la population (LProtPop; RSF 52.2), ainsi que les mesures qui seront proposées dans le plan de relance de l'économie qui sera présenté au Grand Conseil courant de l'automne.

Elle réserve finalement la loi donnant suite au mandat 2020-GC-58 «Augmentation du plafonnement des RHT pour les entrepreneurs et mesures pour les indépendants – COVID-19» accepté par le Grand Conseil lors de la session de

juin 2020. A l'instar du plan de relance de l'économie, cette loi est présentée parallèlement au présent projet.

Article 5

Les mesures urgentes adoptées par le Conseil d'Etat, qui n'avaient pas été prévues au budget 2020, doivent donner lieu à des crédits supplémentaires pour un montant total de 73,6 millions de francs. Ce montant est obtenu en déduisant des 60,2 millions annoncés dans le cadre de l'ordonnance du 6 avril 2020 sur les mesures économiques à la suite de coronavirus (OME COVID-19, RSF 821.40.61) les 4,9 millions de francs relatifs à des mesures fiscales, qui ne constituent pas des charges additionnelles mais des réductions de revenus, et en y ajoutant les 18,3 millions de francs mis à disposition de l'OCC et de la Task Force DSAS. La répartition de ces crédits supplémentaires sur les rubriques comptables sera précisée par le Conseil d'Etat.

Les besoins financiers en question répondent aux conditions et critères prévus à l'article 40c de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE; RSF 610.1) et à l'article 22c du règlement du 12 mars 1996 d'exécution de la LFE (RFE; RSF 610.11) pour être considérés comme exceptionnels. Ils découlent en effet d'une situation unique à ce jour, dont l'urgence échappait au contrôle des autorités cantonales, pour laquelle il n'avait pas été possible de constituer des pré-financements ou des provisions et qui présente une importance majeure pour le canton et sa population.

Au vu du contexte et des montants en jeu, une compensation des crédits supplémentaires par une réduction équivalente des dépenses au sens de l'article 35 al. 2 LFE n'est pas réalisable. Les conditions auxquelles peuvent s'appliquer les dispositions de l'article 25 al. 2^{bis} LFE, concernant les charges liées découlant de la législation fédérale ou de concordats inter-cantonaux, ne sont pas non plus réunies. Le Conseil d'Etat propose dès lors, en dérogation à la LFE, que la compensation des crédits supplémentaires se fasse, dans toute la mesure du possible, par des recettes encaissées durant l'année 2020 dont le montant dépasserait celui qui avait été budgétisé. Le choix définitif des recettes en question se fera ultérieurement. Il pourrait notamment inclure la part du canton aux bénéfices de la BNS.

Au cas où les recettes additionnelles pouvant être mobilisées ne seraient pas suffisantes pour couvrir entièrement les crédits supplémentaires demandés, le solde non couvert devrait être compensé dans les années suivantes, conformément aux dispositions constitutionnelles (art. 83 al. 3 Cst.) et légales relatives à l'équilibre budgétaire.

Comme la mise en œuvre de certaines des mesures décidées par le Conseil d'Etat dans l'urgence se prolongera au-delà de 2020, il convient de prévoir d'ores et déjà qu'une partie des montants mis à disposition dans le cadre des crédits supplé-

mentaires pourront être reportés sur l'exercice 2021. Dans certains cas, qui seront réexaminés le moment venu, la nécessité d'un report additionnel sur l'exercice 2022 ne peut pas être exclue à ce stade.

Article 6

Dans la mesure où de fortes incertitudes demeurent encore quant aux incidences économiques du COVID-19 et à la meilleure manière d'y faire face et comme les premières évaluations semblent indiquer que les moyens mis à disposition pour certaines mesures urgentes ne seront probablement pas entièrement utilisés, le Conseil d'Etat souhaite garder un certain montant à disposition afin de pouvoir accorder rapidement un soutien approprié aux «cas de rigueur» qui pourraient se présenter.

Par «cas de rigueur», il entend essentiellement des entreprises présentant des caractéristiques telles qu'elles n'ont pas ou que faiblement pu bénéficier des mesures d'aide mises en place jusqu'ici aux niveaux fédéral et cantonal. Font également partie des entreprises ciblées celles qui pourraient être préférentiellement par une prolongation ou un renforcement de certaines normes sanitaires, dans le domaine de l'événementiel par exemple. Une définition plus précise des cas de rigueur sera arrêtée par le Conseil d'Etat ultérieurement.

Un montant maximal de 5 millions de francs est envisagé pour couvrir les cas de rigueur. Il ne pourra être libéré que dans la mesure où un montant au moins équivalent n'est pas utilisé pour financer les mesures urgentes déjà décidées. Au total, le coût cumulé des mesures urgentes et des éventuelles mesures prises en faveur des cas de rigueur, sans tenir compte des montants alloués pour les activités de l'OCC, ne pourra ainsi pas dépasser 55,3 millions de francs. Cette somme est celle qui est obtenue en déduisant l'effet des mesures fiscales précitées (4,9 millions de francs) du montant annoncé dans l'ordonnance OME COVID-19 (60,2 millions de francs).

Article 7

Pour mettre le plus rapidement possible un terme à la situation actuelle et revenir au cadre ordinaire de la répartition des compétences entre le Grand Conseil et le Conseil d'Etat, il est proposé que la loi soit déclarée urgente en application de l'article 92 Cst. (art. 7 al. 1 du projet de loi). L'urgence doit être acceptée à la majorité qualifiée des membres du Grand Conseil (56 membres) (art. 150 et 140 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil; RSF 121.1).

La loi pourra entrer en vigueur dès sa publication, ce qui aura pour conséquence de valider dès cette date l'ensemble des mesures prises par le Conseil d'Etat pour lutter contre les conséquences de l'épidémie de COVID-19 (al. 2).

Conformément à l'article 92 al. 1 Cst. qui exige que la durée de validité des actes déclarés urgents soit limitée, il est prévu que la loi perde effet de plein droit le 31 décembre 2035, la durée maximale des mesures prises par le Conseil d'Etat étant de 15 années (cf. OME-entreprises COVID-19; durée des cautionnements; cf. également ci-dessus ch. 5.2 commentaire relatif à l'article 2).

Il est toutefois à noter que, conformément à l'article 92 al. 2 Cst., si une demande de référendum était déposée et que la loi devait par la suite être refusée en votation populaire, elle cesserait de produire prématurément ses effets et s'éteindrait un an après son adoption. Dans un tel cas de figure, les mesures exécutées durant la période de validité de la loi l'auraient cependant été valablement et ne seraient pas remises en cause par le résultat du scrutin.



Botschaft 2020-DFIN-49

1. September 2020

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf zur Genehmigung der Sofortmassnahmen des Staatsrats zur Bewältigung der COVID-19-Epidemie

Diese Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Einleitung	12
2. Typologie der ergriffenen Massnahmen	12
2.1. Verordnungen im Zuständigkeitsbereich des Staatsrats	13
2.2. Verordnungen, deren Gültigkeitsdauer bereits abgelaufen ist oder die formell aufgehoben worden sind	13
2.3. Verordnungen im Zuständigkeitsbereich des Grossen Rats, deren Umsetzung nicht über ein Jahr hinausgeht	14
2.4. Verordnungen im Zuständigkeitsbereich des Grossen Rats, deren Umsetzung über ein Jahr hinausgeht.	14
2.4.1. Unterstützung der wirtschaftlichen Akteure	15
2.4.2. Steuerliche Massnahmen	17
2.4.3. Gesetzgebung über die Gemeinden	18
2.4.4. Von Prekarität betroffene und armutsgefährdete Personen	18
2.5. Beschlüsse in Bezug auf das Kantonale Führungsorgan (KFO)	18
3. Zusammenfassung der aufgewendeten Ausgaben und der finanziellen Auswirkungen	19
4. Weitere Auswirkungen	20
5. Kommentar der Bestimmungen	20

1. Einleitung

Gegenstand dieser Botschaft ist die Legitimierung durch den Grossen Rat des Managements der mit der Ausbreitung des Coronavirus SARS-CoV-2 ausgelösten Gesundheitskrise durch den Staatsrat. Sie präsentiert die beschlossenen Krisenbewältigungs-Sofortmassnahmen im Hinblick auf ihre Genehmigung. Nach Artikel 117 Abs. 1 der Kantonsverfassung vom 16. Mai 2004 (KV; SGF 10.1) werden die vom Staatsrat unter ausserordentlichen Umständen ergriffenen notwendigen Massnahmen «wirkungslos mit dem Wegfall der Gefahr oder ein Jahr nach ihrem Erlass, sofern sie der Grosse Rat bis dahin nicht genehmigt hat».

Am 9. Juni 2020 hat der Staatsrat das Datum für die Aufhebung der am 13. März 2020 erklärten ausserordentlichen Lage auf kantonaler Ebene auf den 19. Juni 2020 festgelegt. Die während der Krise beschlossenen Massnahmen müssen somit genehmigt werden, sonst werden sie nach Ablauf der Fristen nach Artikel 117 KV unwirksam.

Der Gesamtkontext der Gesundheitskrise und die zeitliche Abfolge der vom Staatsrat dagegen ergriffenen Massnahmen sind im Detail im Bericht 2020-GC-98 Management der COVID-19-Krise präsentiert worden. In dieser Botschaft wird nicht erneut darauf eingegangen.

2. Typologie der ergriffenen Massnahmen

Ab dem 13. März 2020, dem Datum der Annahme der Verordnung vom 13. März 2020 über Massnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus (COVID-19) (ASF 2020_026; SGF 821.40.21) sowie des Beschlusses zur Einsetzung des Kantonalen Führungsorgans (KFO) im Rahmen der Coronaepidemie (COVID-19) durch den Staatsrat, hat dieser mehrere Verordnungen und Beschlüsse zur Bewältigung der Folgen der gesundheitlichen Krisensituation verabschiedet.

Hinsichtlich der Notwendigkeit ihrer Genehmigung durch den Grossen Rat, lassen sich die Verordnungen in die folgenden vier Kategorien unterteilen:

1. Verordnungen im Zuständigkeitsbereich des Staatsrats;
2. Verordnungen, deren Gültigkeitsdauer bereits abgelaufen ist oder die formell aufgehoben worden sind;
3. Verordnungen im Zuständigkeitsbereich des Grossen Rats, deren Umsetzung nicht über ein Jahr hinausgeht;
4. Verordnungen im Zuständigkeitsbereich des Grossen Rats, deren Umsetzung über ein Jahr hinausgeht.

In seinem Zuständigkeitsbereich (z.B. im Staatspersonalrecht) hat der Staatsrat auf dem Beschlussweg ebenfalls verschiedene Massnahmen getroffen, auf die in diesem Bericht nicht ausdrücklich eingegangen zu werden braucht. Vorbehalten bleibt jedoch der besondere Fall der Beschlüsse in Bezug auf das Kantonale Führungsorgan (KFO), in denen der Staat kraft Notrechts finanzielle Verpflichtungen beschlossen hat, die über seine finanziellen Befugnisse gemäss der ordentlichen Gesetzgebung hinausgehen.

2.1. Verordnungen im Zuständigkeitsbereich des Staatsrats

Zwei Verordnungen sind in Bereichen erlassen worden, die im ordentlichen System der Zuständigkeitsabgrenzung zwischen der gesetzgebenden und der ausführenden Behörde in die Zuständigkeit des Staatsrats fallen. Die Gültigkeit dieser Massnahmen ist deshalb nicht von der Genehmigung durch den Grossen Rat abhängig. Da sie in der Zeit des gesundheitlichen Notstands beschlossen worden sind, gehören sie jedoch auch zum «Arsenal» des Staatsrats im Kampf gegen die Folgen der COVID-19-Epidemie. Als solche sind sie der Einfachheit halber ins «Gesamtpaket» der vom Grossen Rat genehmigten Massnahmen einzuschliessen (Art. 1). Der Staatsrat behält dagegen den vollen Spielraum für ihre Umsetzung; die Bestimmungen und Einschränkungen nach den Artikeln 2 und 3 des Gesetzes betreffen die Erlasse dieser Kategorie nicht.

Dabei geht es um die folgenden Verordnungen:

- > *SGF 821.40.67*: Verordnung vom 3. Juni 2020 über die provisorische Ergänzung des Reglements über die Ausbildung an der BTS (Provisorische BTS-Verordnung) (ASF 2020_073);
- > *SGF 834.2.41*: Verordnung vom 13. März 2020 zur Änderung der Verordnung über die Liste der Pflegeheime des Kantons Freiburg (ASF 2020_027).

Zu erwähnen ist hier der Sonderfall der Verordnung über die dringende Finanzhilfe für Berufsfischer für die Jahre 2020, 2021 und 2022 (SGF 923.13). In den Erwägungen dieser Verordnung weist der Staatsrat darauf hin, dass «die Massnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coro-

navirus [...] (COVID-19) die finanziellen Schwierigkeiten der Berufsfischer jedoch noch zusätzlich verschärft [haben], da diese ihren Fang insbesondere auf den Märkten oder an Restaurantbetreiber nicht mehr veräussern können. Es müssen daher ab sofort konkrete Massnahmen getroffen werden, damit die Zahlung einer dringenden Finanzhilfe an die Berufsfischer, wie vom Grossen Rat gewünscht, sichergestellt werden kann». Er bezieht sich diesbezüglich auf mehrere parlamentarische Vorstösse, die sich die Unterstützung der Berufsfischer zum Ziel gesetzt haben.

Im Gegensatz zu den oben genannten Verordnungen ist diese Verordnung bereits auf Parlamentsstufe «validiert». Am 25. Juni 2020 hat der Grosse Rat nämlich das Gesetz zur Änderung des Gesetzes über die Fischerei (Unterstützung der Berufsfischerei) (ASF 2020_87; SGF 923.1) angenommen, um ihr eine dauerhafte gesetzliche Grundlage zu geben. Sie ist daher nicht zu den vom Grossen Rat über die Verabschiedung des Genehmigungsgesetzes legitimierten Erlassen zu zählen.

2.2. Verordnungen, deren Gültigkeitsdauer bereits abgelaufen ist oder die formell aufgehoben worden sind

Um der Entwicklung der epidemiologischen Lage in den Monaten März bis Juni 2020 Rechnung zu tragen, hat der Staatsrat mehrere zuvor verabschiedete Massnahmen wieder aufgehoben, entweder weil die Massnahmen durch andere ersetzt werden mussten oder weil sie sich auf eine besondere Lage bezogen, die nicht mehr besteht. Andere Massnahmen wurden mit befristeten Erlassen beschlossen und sind automatisch nach Ablauf ihrer Geltungsdauer erloschen. Diese Massnahmen sind von der zuständigen Behörde in Anwendung von Artikel 117 KV rechtsgültig beschlossen worden. Wie die Erlasse der vorangehenden Kategorie gehören sie zum «Gesamtpaket» der vom Grossen Rat genehmigten Massnahmen. Da sie schon ihre Wirksamkeit verloren haben, sind sie nicht von den Artikeln 2 und 3 des Genehmigungsgesetzes betroffen.

Dabei geht es um die folgenden Verordnungen:

- > *SGF 821.40.21*: Verordnung vom 13. März 2020 über Massnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus (COVID-19) (ASF 2020_26);
- > *SGF 821.40.31*: Verordnung vom 17. März 2020 über die vorübergehende Einstellung des Präsenzunterrichts an den Bildungseinrichtungen, die der EKSD, der VWD und der ILFD unterstehen, im Rahmen der Bekämpfung des Coronavirus (COVID-19) (ASF 2020_28);
- > *SGF 821.40.33*: Verordnung vom 12. Mai 2020 über die Wiederaufnahme des Präsenzunterrichts an den Bildungseinrichtungen, die der EKSD unterstehen, im Rahmen der Bekämpfung des Coronavirus (COVID-19) (ASF 2020_52);

- > *SGF 821.40.41*: Verordnung vom 19. März 2020 über verlängerte Öffnungszeiten der Lebensmittelgeschäfte (ASF 2020_30);
- > *SGF 821.40.42*: Verordnung vom 23. März 2020 über die Verhängung von Ordnungsbussen durch die Gemeinden Corminboeuf, Freiburg, Givisiez, Granges-Paccot, Marly, Matran, Villars-sur-Glâne, Bulle, Murten, Romont, Estavayer und Châtel-Saint-Denis (COVID-19) (ASF 2020_031);
- > *SGF 821.40.51*: Verordnung vom 31. März 2020 über den Fristenstillstand bei den politischen Rechten (ASF 2020_33), aufgehoben am 12. Mai 2020 (ASF 2020_53);
- > *SGF 821.40.71*: Verordnung vom 17. März 2020 zur Einschränkung des Betriebs der familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen im Rahmen der Bekämpfung des Coronavirus (COVID-19) (FBV-COVID-19) (ASF 2020_29), geändert am 31. März 2020 und am 28. April 2020.

2.3. Verordnungen im Zuständigkeitsbereich des Grossen Rats, deren Umsetzung nicht über ein Jahr hinausgeht

Die Geltungsdauer einiger vom Staatsrat kraft Notrechts verabschiedeter Verordnungen in Bereichen der ordentlichen Zuständigkeit des Grossen Rats, die noch in Kraft sind, ist auf weniger als ein Jahr beschränkt worden. Wenn es für diese Verordnungen keine Umsetzungsmassnahmen braucht, die über diese Frist von einem Jahr hinausgehen, müssten sie an sich nicht vom Grossen Rat genehmigt werden, da der Geltungszeitraum nach Artikel 117 KV eingehalten ist. Wie die Verordnungen der beiden vorangehenden Kategorien werden sie jedoch in die Gesamtgenehmigung nach Artikel 1 des Gesetzes eingeschlossen.

Es handelt sich um die folgenden Verordnungen:

- > *SGF 821.40.34*: Verordnung vom 25. Mai 2020 über die Unterstützung des Schlosses Greyerz infolge des Coronavirus (COVID-19) (ASF 2020_057)
In Berücksichtigung der besonderen Lage der Stiftung Schloss Greyerz, die als Stiftung des öffentlichen Rechts im Sinne von Artikel 4 Abs. 1 KISG keinen Anspruch auf eine gemäss eidgenössischen und kantonalen Verordnungen vorgesehenen Entschädigung zur Abfederung der wirtschaftlichen Auswirkungen des Coronavirus (COVID-19) im Kultursektor und keinen Anspruch auf eine Anpassung des Budgets durch den Staat hat, da sie keine kulturelle Institution mit dem Status einer staatlichen Anstalt ist, hat der Staatsrat beschlossen, dieser für die Erhaltung und den Betrieb des Schlosses Greyerz verantwortlichen Stiftung eine nicht rückzahlbare Finanzhilfe von höchstens 845 000 Franken zu gewähren. Ohne Unterstützung hätte ihr der baldige Konkurs gedroht, und sie wäre nicht in der Lage gewesen, für die Wiederer-

- öffnung des Schlosses zu sorgen. Die Geltungsdauer der Verordnung ist auf den 31. Dezember 2020 festgesetzt worden, dem Datum, an dem die letzte Tranche der gewährten Finanzhilfe ausbezahlt wird. Die Situation des Schlosses Greyerz wird in den kommenden Monaten neu begutachtet werden müssen, und es ist nicht ausgeschlossen, dass der Staatsrat neue Unterstützungsmassnahmen für die Stiftung Schloss Greyerz beantragen wird.
- > *SGF 821.40.81*: Verordnung vom 6. April 2020 über die befristeten steuerpolitischen Sofortmassnahmen zur Bewältigung der Coronaviruskrise (ASF 2020_38)
Artikel 1 dieser Verordnung verlängert die Zahlungsfrist für den in der Schlussabrechnung festgelegten Restbetrag auf 120 Tage. Artikel 2 setzt den Ausgleichszins für das Jahr 2020 auf 0% fest. Die Geltungsdauer der Verordnung ist auf den 31. Dezember festgelegt.
Die mit dieser Verordnung eingeführten Massnahmen werden den Staat schätzungsweise 2,4 Millionen Franken kosten.

2.4. Verordnungen im Zuständigkeitsbereich des Grossen Rats, deren Umsetzung über ein Jahr hinausgeht.

Unter diese Kategorie fallen die Verordnungen, die noch in Kraft sind und Bestimmungen enthalten, die vom Grossen Rat nach der ordentlichen Abgrenzung der Zuständigkeiten zwischen dieser Behörde und dem Staatsrat hätten genehmigt werden müssen und für deren Umsetzung es mehr als ein Jahr nach ihrer Annahme Umsetzungsmassnahmen braucht.

Gemäss Artikel 117 KV werden diese Verordnungen ein Jahr nach ihrem Erlass wirkungslos, wenn sie der Grosse Rat bis dahin nicht genehmigt hat. Die Frage, wie der Ausdruck «diese Massnahmen werden wirkungslos» in Artikel 117 KV zu verstehen ist, müsste an sich Massnahme für Massnahme geprüft werden, um abzuklären, ob die Folgen, die sich nach der Frist von einem Jahr einstellen, als Wirkungen im Sinne von Artikel 117 KV zu betrachten sind oder als eine untrennbare Fortsetzung der Basismassnahme (im ersten Fall würden die Folgen bei Nichtgenehmigung durch den Grossen Rat nach einem Jahr wegfallen, im zweiten Fall würden sie nach Ablauf eines Jahres weiterbestehen).

Der Einfachheit halber wäre es besser, auf eine solche Prüfung zu verzichten. Mit der Annahme des Gesetzes zur Genehmigung der Sofortmassnahmen des Staatsrats zur Bewältigung der COVID-19-Epidemie durch den Grossen Rat werden umfassend sämtliche Sofortmassnahmen validiert, ebenfalls umfassend ihre Umsetzung fortgeführt und ihre Laufzeit verlängert, solange es Umsetzungsmassnahmen braucht.

Ursprünglich war die Geltungsdauer dieser Kategorie nicht einheitlich festgelegt. Mit der Zeit hat sich herausgestellt, dass diese Lösung einige Nachteile hat. Daher hat der Staatsrat im Hinblick auf die Verabschiedung des vorliegenden Genehmigungsgesetzes die verschiedenen Ausserkraftsetzungsklauseln harmonisiert, so dass jede Verordnung nach der Genehmigung durch den Grossen Rat so lange in Kraft bleibt, wie es die Umsetzungsmassnahmen braucht (s. Verordnung vom 1. September zur Anpassung der Geltungsdauer der COVID-19-Verordnungen).

2.4.1. Unterstützung der wirtschaftlichen Akteure

Die Verordnung vom 6. April 2020 über die wirtschaftlichen Massnahmen infolge des Coronavirus (WMV-COVID-19) (ASF 2020_37; SGF 821.40.61) ist der Eckpfeiler der ganzen vom Staatsrat getroffenen Massnahmen zur Unterstützung der verschiedenen Wirtschaftsakteure, die aufgrund der Coronapandemie einen unmittelbaren Liquiditätsbedarf haben (Rahmenverordnung). Sie wird durch sektorielle Verordnungen ergänzt (Ausführungsverordnungen zur Rahmenverordnung) (s. Bst. a-g weiter unten).

Laut den Erwägungen der Rahmenverordnung ist es ihr Ziel, die Wirtschaft aufrechtzuerhalten und einen schnellen Neustart der Freiburger Wirtschaft zu ermöglichen, wenn die Pandemie einmal vorbei ist. Weiter führt der Staatsrat darin aus, dass «sowohl unter dem Gesichtspunkt der Instrumente als auch der besonderen Tätigkeitsgebiete und unter Berücksichtigung der Verschiedenheit der wirtschaftlichen Akteure, [...] auf kantonaler Ebene gezielte Unterstützungsmassnahmen als Ergänzung und subsidiär zu denjenigen, die vom Bund angeordnet werden, verfügt werden [müssen]».

Gemäss Artikel 2 wird für Massnahmen zur Unterstützung der Wirtschaft ein Kreditrahmen im Umfang von höchstens 50 Millionen Franken zur Verfügung gestellt. Die Umsetzungsmodalitäten für die staatliche Unterstützung werden in den sektoriellen Verordnungen geregelt.

Diese Bestimmung ist am 3. Juni 2020 geändert worden. An diesem Datum hat der Staatsrat die Verordnung zur Änderung der Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen infolge des Coronavirus verabschiedet (ASF 2020_71; SGF 821.40.61) und den maximalen Kreditrahmen zur Unterstützung der Wirtschaft auf 60,2 Millionen Franken erhöht. Auf die Verteilung dieses Betrags auf die verschiedenen Einsatzbereiche wird im Folgenden eingegangen, mit einer Zusammenfassung unter Ziffer 3.

a) Kultur

Die Rahmenverordnung WMV-COVID-19 sieht in Artikel 5 Abs. 1 vor, dass das Amt für Kultur zugesagte Subventionen für kulturelle, sportliche und touristische Anlässe, die wegen COVID-19 abgesagt oder verschoben wurden, überweisen kann, sofern die Absage oder die Verschiebung finanzielle Verluste zur Folge haben. Diese Bestimmung ist im Rahmen der spezifischen eidgenössischen und kantonalen Verordnungen für den Kultursektor präzisiert und umgesetzt worden.

So hat der Bundesrat am 20. März 2020 eine Verordnung über die Abfederung der wirtschaftlichen Auswirkungen des Coronavirus (COVID-19) im Kultursektor promulgiert mit dem Ziel, die durch die Bekämpfung des Coronavirus (COVID-19) im Kultursektor entstandenen wirtschaftlichen Auswirkungen abzufedern, eine nachhaltige Schädigung der Schweizer Kulturlandschaft zu verhindern sowie zum Erhalt der kulturellen Vielfalt beizutragen. Für zwei der vorgesehenen Unterstützungsarten braucht es kantonale Ausführungsbestimmungen, damit sie zugunsten der Kulturunternehmen und Kulturschaffenden der verschiedenen Kantone umgesetzt werden können. Am 13. Mai 2020 hat der Bundesrat die Geltungsdauer dieser Verordnung bis zum 20. September 2020 verlängert.

Der Staatsrat hat seinerseits die Ausführungsverordnung 14. April 2020 der Bundesverordnung vom über die Abfederung der wirtschaftlichen Auswirkungen des Coronavirus (COVID-19) im Kultursektor verabschiedet (ASF 2020_39; SGF 821.40.32). In diesem Erlass sind insbesondere die Kriterien und das Verfahren für die Gewährung von Soforthilfen und Ausfallentschädigungen für Kulturunternehmen und Kulturschaffende festgelegt. Der Staatsrat hat diese Verordnung am 9. Juni 2020 verlängert (ASF 2020_75; SGF 821.40.32). Im Zuge der Änderung der eidgenössischen COVID-Verordnung Kultur wurde die Bestimmung über die Soforthilfe für Kulturunternehmen in der kantonalen Verordnung aufgehoben, da sie ungenutzt blieb.

Der Bund hat für die Kantone die notwendigen finanziellen Mittel (für Freiburg: 6,383 Millionen Franken) für Ausfallentschädigungen für Kulturunternehmen und Kulturschaffende bereitgestellt, vorausgesetzt, der betreffende Kanton übernimmt nachweislich einen mindestens gleich hohen Betrag. Der Kanton Freiburg hat also ebenfalls einen Rahmenbetrag von 6,3838 Millionen Franken bereitgestellt. Damit beträgt der maximale Rahmenkredit zur Unterstützung der Kulturschaffenden 12,776 Millionen Franken und wird zu gleichen Teilen von Bund und Kanton finanziert.

Weiter könnte die Stiftung Schloss Greyerz auf der Grundlage der Verordnung vom 25. Mai 2020 über die Unterstützung des Schlosses Greyerz infolge des Coronavirus (COVID-19) in den Genuss einer nicht rückzahlbaren Finanzhilfe von bis

zu 845 000 Franken kommen, wovon eine erste Tranche von 250 000 Franken bereits überwiesen worden ist (s. Ziff. 2.3 weiter oben). Schliesslich ist anzumerken, dass der Staat Freiburg seine Subventionen im Kulturbereich trotz der Annullierungen in Höhe der entstandenen Kosten garantiert hat.

b) Tourismus

Am 14. April 2020 hat der Staatsrat die Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus im Tourismusbereich (WMT-COVID-19) verabschiedet (ASF 2020_40; SGF 821.40.62).

Die im Tourismusbereich gesprochenen Finanzhilfen machen insgesamt 6 Millionen Franken aus. 5 Millionen Franken sind für den Tourismusförderungsfonds (TFF) vorgesehen, zusätzlich zum ordentlichen jährlichen Beitrag des Staats im Sinne von Artikel 48 Abs. 1 des Gesetzes vom 13. Oktober 2005 über den Tourismus (TG). Eine Million Franken soll der Freiburger Tourismusverband (FTV) erhalten, für sich selber und die touristischen Partnerorganisationen als zinsloses Darlehen im Sinne von Artikel 9 Abs. 1 Bst. a TG. Das Darlehen ist rückzahlbar bis 31. Dezember 2029.

c) Miet- und Pachtzinsen von Gewerbeflächen

Ziel der Verordnung vom 21. April 2020 über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Beiträge an Miet- und Pachtzinsen von Gewerbeflächen (WMMV-COVID-19) (ASF 2020_41; SGF 821.40.63) ist die teilweise Kompensation der finanziellen Verluste der Kleinunternehmen und Selbstständigerwerbenden infolge der im Kampf gegen die Ausbreitung des Coronavirus angeordneten Gesundheitsschutzmassnahmen. Wegen dieser Massnahmen mussten einige Eigentümer und Mieter von Gewerbeflächen unvermittelt schliessen und ihre Tätigkeit vollständig einstellen. Andere konnten zwar ihre Tätigkeit weiterführen, mussten aber starke Umsatzeinbussen hinnehmen, da die Kunden weitgehend ausblieben. Der Staatsrat hat beschlossen, einen Teil ihres Miet- oder Pachtzinses zu den Bedingungen nach Artikel 3 der Verordnung zu übernehmen, insbesondere die Beschränkung der zugesagten Hilfe auf 5000 Franken, 7000 Franken für die öffentlichen Gaststätten, und Verzicht der Vermieterin oder des Vermieters bzw. der Verpächterin oder des Verpächters auf die Miet- oder Pachtzinsforderung für den Monat Juli.

Die Verordnung ist zweimal geändert worden, erstmals am 5. Mai 2020 (ASF 2020_49; SGF 821.40.63) und dann am 9. Juni 2020 (ASF 2020_76; SGF 821.40.63), um die Massnahmen an die wirtschaftliche Realität der Gesuchstellenden anzupassen und ohne jedoch den verfügbaren Gesamtbetrag zu ändern.

So sind im Rahmen dieser drei Verordnungen nach und nach insgesamt 20 Millionen Franken zur Entlastung für die

Miete oder Pacht von Gewerbeflächen zur Verfügung gestellt worden.

d) Unterstützung und Beratung für Unternehmen

Der Staatsrat hat die Verordnung vom 21. April 2020 über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Beiträge und Beratung für Unternehmen (WMV-Unternehmen-COVID-19) verabschiedet (ASF 2020_42; SGF 821.40.64), um gewisse Lücken in den Hilfsmassnahmen für die Unternehmen zu schliessen und insbesondere speziell Start-ups und Jungunternehmen mit erleichterten Bedingungen für die Gewährung von Bürgschaften des Kantons im Sinne von Artikel 9a des Gesetzes vom 3. Oktober 1996 über die Wirtschaftsförderung (WFG, SGF 900.1) und erleichterten Bedingungen für die Gewährung von A-fonds-perdu-Beiträgen im Sinne der Artikel 7ff. desselben Gesetzes zu unterstützen. Der Geltungsbereich dieser Verordnung ist am 5. Mai 2020 mit der Verabschiedung der Verordnung zur Änderung der Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Beiträge und Beratung für Unternehmen (ASF 2020_50; SGF 821.40.64) erweitert worden.

Die Verordnung sieht zwei Kategorien von Hilfen vor, und zwar einerseits vom Staat verbürgte Bankkredite sowie andererseits die A-fonds-perdu-Beiträge in Form von Beratung und Coaching und die A-fonds-perdu-Beiträge an die Mitgliederbeiträge von Clustern.

Einen vom Staat verbürgten Bankkredit können Unternehmen beanspruchen, die zwischen dem 1. Januar 2010 und dem 1. März 2020 gegründet wurden und deren Geschäftsmodell skalierbar, wissenschafts- oder technologiebasiert und innovativ ist (Art. 3 Abs. 1 Bst. a). Der Höchstbetrag des Darlehens entspricht einem Drittel der laufenden Kosten des Unternehmens im Jahr 2019 oder 2018, höchstens jedoch eine Million Franken (Art. 3 Abs. 1 Bst. b). Die Laufzeit der Bürgschaft beträgt höchstens zehn Jahre. Bei Schwierigkeiten, den verbürgten Kredit zu amortisieren, kann aber die Amortisationsfrist auf höchstens 15 Jahre erstreckt werden (Art. 3 Abs. 1 Bst. d).

A-fonds-perdu-Beiträge in Form von Beratung und Coaching können Unternehmen beanspruchen, die spätestens am 1. Januar 2018 gegründet wurden (Art. 4 Abs. 1 Bst. a), und der Höchstbetrag beträgt 600 Franken pro Firma (Art. 4 Abs. 1 Bst. c). Die Bedingungen für A-fonds-perdu-Beiträge an die Mitgliederbeiträge von thematischen Clustern betreffen die Mitglieder der folgenden Cluster: Building Innovation Cluster, Cluster Food & Nutrition, Swiss Plastics Cluster (Art. 5 Abs. 1 Bst. a) und der Höchstbetrag der Unterstützung beträgt 75% des jährlichen Einzelmitgliederbeitrags (Art. 5 Abs. 1 Bst. c).

Mit den erleichterten Bedingungen für die Gewährung von Bürgschaften des Kantons und von A-fonds-perdu-Beiträgen, die im WFG und im Reglement vom 18. September 2018 über die Wirtschaftsförderung (WFR; SGF 900.11.) vorgesehen sind, wurde ein Gesamtbetrag von 5 612 500 Franken bereitgestellt, um die Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus für Freiburger Unternehmen durch Beiträge und Beratung aufzustocken und zu ergänzen.

e) Medien

Um die Folgen der Coronapandemie auf die wichtigsten Freiburger Medien abzufedern und um den Erhalt ihrer Arbeitsplätze, wenn nicht gar ihr Überleben zu sichern, was insbesondere auf die Printmedien zutrifft, damit sie weiterhin eine qualitativ hochstehende Berichterstattung gewährleisten können, hat der Staatsrat am 5. Mai 2020 die Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung des Coronavirus im Bereich der Medien verabschiedet (WMME-COVID-19) (ASF 2020_51; SGF 821.40.65). Diese Verordnung sieht die Gewährung eines A-fonds-perdu-Beitrags im Sinne von Artikel 2 Abs. 1 Bst. a WFR vor. Die Finanzhilfe besteht in der Abdeckung eines Teils des Nettoumsatzverlustes (Art. 3 Abs. 1 Bst. b und Abs. 2 Bst. b).

Der Staatsrat hat zur Unterstützung der Medien im weiteren Sinne einen Gesamtbetrag von 5,34 Millionen Franken bereitgestellt und so aufgeteilt, dass 3,7 Millionen Franken für die Printmedien und 1,64 Millionen Franken für die Radio- und Fernsehveranstalter bestimmt sind.

f) Lokale Wirtschaft

Mit der Verordnung vom 3. Juni 2020 über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch die Unterstützung der lokalen Wirtschaft (ULWV-COVID-19) (ASF 2020_70; SGF 821.40.53) soll der lokale Konsum durch die Ausrichtung eines Individualbeitrags im Sinne von Artikel 5 des Subventionsgesetzes vom 17. November 1999 (SubG; SGF 616.1) in Form eines Beitrags an Gutscheine – prozentuale Rabatte oder Sonderangebote – unterstützt und gefördert werden, um die Folgen der COVID-19-Pandemie für die am stärksten betroffenen lokalen Geschäfte abzuschwächen (Art. 1). Begünstigte Geschäfte und Dienstleistungsanbieter sind einerseits Freiburger Geschäfte, die auf Anordnung der Behörden während der ganzen Krise oder eines Teils davon vollständig schliessen mussten, und andererseits die Mitglieder der Vereinigung Terroir Fribourg (Art. 3).

Es wurde ein Betrag von 4,195 Millionen Franken für die Massnahmen zur Unterstützung des lokalen Konsums bereitgestellt, davon 195 000 Franken für das Betreiben einer Online-Plattform für die Vergabe von Gutscheinen bei den betreffenden Geschäften.

g) Berufsberatung und Berufsbildung

Am 3. Juni 2020 hat der Staatsrat die Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch die Unterstützung der Berufsberatung und der Berufsbildung (WMV-Bildung-COVID-19) (ASF 2020_72; SGF 821.40.66) verabschiedet. Mit dieser Verordnung sollen mit verschiedenen Massnahmen Jugendliche am Ende der obligatorischen Schulzeit, die auf der Suche nach einer Lehrstelle sind (s. Art. 3), Jugendliche in einer beruflichen Grundbildung im dualen System (s. Art. 4) und Erwachsene (s. Art. 5 und 6) unterstützt werden, die infolge der Krise in einer prekären beruflichen Situation sind und rasch eine berufliche Laufbahnberatung benötigen.

Es wurde ein Betrag von 1,899 Millionen Franken zur Unterstützung der Berufsberatung und Berufsbildung bereitgestellt und zwischen den zuständigen Ämtern, nämlich dem Amt für Berufsberatung und Erwachsenenbildung (BEA, 305 000 Franken), dem Amt für Berufsbildung (BBA, 1 244 000 Franken) und dem Amt für den Arbeitsmarkt (AMA, 350 000 Franken) verteilt.

2.4.2. Steuerliche Massnahmen

Neben der bereits erwähnten Verordnung vom 6. April 2020 über die befristeten steuerpolitischen Sofortmassnahmen zur Bewältigung der Coronakrise (SGF 821.40.81) (s. oben Ziff. 2.3), hat der Staatsrat in seiner Antwort vom 3. Juni 2020 auf die Motion 2020-GC-54 der Grossräte Claude Brodard und Stéphane Peiry (Ausserordentliche COVID-19-Rückstellung) angekündigt, die Erhebung von Verzugszinsen auf den Akontozahlungen der Steuerperiode 2020 bis zum allgemeinen Fälligkeitstermin sistieren zu wollen. Diese Massnahme ist in den Bericht 2020-GC-98 vom 9. Juni 2020 über das Management der Covid19-Krise einbezogen worden. Der Staatsrat hat die entsprechenden reglementarischen Änderungen am 17. August 2020 mit der Verordnung über die Sistierung der Verzugszinsen auf den Akontozahlungen für die Steuerperiode 2020 verabschiedet.

Zu erwähnen ist weiter der Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die direkten Kantonssteuern. Dieser Entwurf sieht verschiedene grössere Steuersenkungen vor, die die Wirtschaft und die Bevölkerung in erheblichem Masse zusätzlich unterstützen und so zum künftigen Wiederanlaufplan beitragen werden. Und schliesslich ist noch auf den Gesetzesentwurf über den jährlichen Steuerfuss der direkten Kantonssteuern für die Steuerperiode 2021 zu verweisen, der eine Einkommenssteuersenkung bringen wird.

Die mit der Verordnung vom 6. April 2020 eingeführten Massnahmen werden den Staat schätzungsweise 2,4 Millionen Franken kosten. Hinzu kommen Einnahmehausfälle von 2,5 Millionen Franken aus der Sistierung der Verzugszinsenerhebung, für die mit der Verordnung vom 17. August

2020 über die Sistierung der Verzugszinsen auf den Akontozahlungen für die Steuerperiode 2020 (SGF 821.40.82) die Grundlage geschaffen wurde. Die vom Staatsrat bereits beschlossenen Sofortmassnahmen werden den Staat somit insgesamt 4,9 Millionen Franken kosten.

Die oben angesprochenen Steuersenkungen, die vom Grossen Rat unabhängig vom vorliegenden Entwurf genehmigt werden müssen, führen zu jährlichen Einnahmehausfällen von schätzungsweise 33,3 Millionen Franken für den Staat und 26,6 Millionen Franken für die Gemeinden. Die Senkung des Einkommensteuersfusses wird für den Staat mit 16 Millionen Franken zu Buche schlagen.

2.4.3. Gesetzgebung über die Gemeinden

Aufgrund der Massnahmen, die getroffen worden sind, um die Ausbreitung des Coronavirus zu verhindern, konnten Urnengänge in den Gemeinden nicht nach den ordentlichen Regeln durchgeführt werden. Gleiches gilt für die Gemeindeversammlungen und die Sitzungen der kommunalen und interkommunalen Legislativorgane. Der Staatsrat war der Ansicht, diese Situation erfordere eine Lockerung gewisser Bestimmungen der Gesetzgebung über die Gemeinden, namentlich solche über Fristen (Einführung des Generalrats, Erneuerung des Vorsitzes der Generalräte, Genehmigung der Jahresrechnung 2019 usw.). Zu diesem Zweck hat er die Verordnung vom 3. Juni 2020 über eine zeitlich begrenzte Änderung bestimmter Fristen der Gesetzgebung über die Gemeinden (ASF 2020_69; SGF 821.40.52) verabschiedet. Der Staatsrat wird die Situation Ende 2020 erneut prüfen.

Diese Verordnung hat keine direkten finanziellen Auswirkungen für den Staat.

2.4.4. Von Prekarität betroffene und armutsgefährdete Personen

Um den von Prekarität Betroffenen zu helfen, hat der Staatsrat die Verordnung vom 3. Juni 2020 über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Unterstützung von Personen, die erstmals von Prekarität betroffen und armutsgefährdet sind (WMPA-COVID-19) (ASF 2020_74) verabschiedet. Zur Sicherung des sozialen Zusammenhalts will diese Verordnung die Partnerschaft mit den Einrichtungen und Netzwerken für gegenseitige Hilfe ausbauen, um eine direkte Unterstützung der Betroffenen und ihre Weiterleitung an die passenden Hilfsangebote zu gewährleisten. Geholfen werden soll Personen in prekären Verhältnissen, die bedürftig sind und keine Sozialhilfe in Anspruch nehmen, sowie armutsgefährdeten Personen gemäss Definition im Armutsbericht des Staatsrats (Bericht 2016-DSAS-38).

Der Direktion für Gesundheit und Soziales (GSD) beziehungsweise dem Kantonalen Sozialamt (KSA) ist eine Million Franken zugesprochen worden. Das KSA hat diesen Betrag in Form von A-fonds-perdu-Hilfe an die betreffenden Einrichtungen und Netzwerke für gegenseitige Hilfe zu verteilen (namentlich Banc Public, Caritas Freiburg, Cartons du Cœur Fribourg, Freiburgisches Rotes Kreuz, REPER, SOS futures mamans, St-Bernard du Cœur).

2.5. Beschlüsse in Bezug auf das Kantonale Führungsorgan (KFO)

Der Staatsrat hat mehrere Beschlüsse in Bezug auf das KFO verabschiedet. In der folgenden Liste sind nur die Beschlüsse in Bezug auf die Einsetzung und die Auflösung dieses Gremiums sowie auf die Zuweisung der für die Erfüllung seiner Aufgaben erforderlichen finanziellen Mittel aufgeführt:

- > Beschluss vom 13. März 2020: Aufbietung des kantonalen Führungsorgans (KFO) Im Zusammenhang mit der Coronavirus-Epidemie (COVID-19) (Beschluss 2020_230);
- > Arrêté du 16 mars 2020: Mise sur pied de l'OCC – octroi d'une enveloppe financière et de compétences décisionnelles y relatives (arrêté 2020_232) (Beschluss vom 16. März 2020: Einsetzung des KFO – Bereitstellung finanzieller Mittel und damit verbundener Entscheidungsbefugnisse, nur frz.);
- > Arrêté du 31 mars 2020: OCC – octroi d'une enveloppe financière complémentaire (arrêté 2020_271) (Beschluss vom 31. März 2020: KFO – Bereitstellung zusätzlicher finanzieller Mittel, nur frz.);
- > Arrêté du 16 mars 2020: Mise sur pied de l'OCC – octroi d'une enveloppe financière et de compétences décisionnelles y relatives (arrêté 2020_232) (Beschluss vom 14. April 2020: KFO – Bereitstellung zusätzlicher finanzieller Mittel; nur frz.);
- > Arrêté du 25 mai 2020: OCC – octroi d'une enveloppe financière complémentaire (arrêté 2020_379) (Beschluss vom 25. April 2020: KFO – Bereitstellung zusätzlicher finanzieller Mittel; nur frz.);
- > Arrêté du 19 juin 2020: Dissolution de l'Organe cantonal de conduite ad hoc (OCC) et plan de reprise dans le cadre de l'épidémie de coronavirus (COVID-19) (arrêté 2020_397) (Beschluss vom 19. Juni 2020: Aufhebung des kantonalen Führungsorgans (KFO) und Plan zur Wiederankurbelung der Wirtschaft, nur frz.).

Für das KFO und die GSD-Task Force, die am 1. Juli 2020 übernommen hat, sind in mehreren Etappen insgesamt 18,3 Millionen Franken gesprochen worden, die insbesondere zur Deckung der Kosten für die Einrichtung und den Betrieb einer Hotline, Anzeigen in den Medien, die Anschaffung von Sanitäts- und medizinischem Material verwendet wurden.

Für die in den KFO-Beschlüssen erlassenen Bestimmungen braucht es noch Umsetzungsmassnahmen, insbesondere betreffend die Verwaltung der Lagerbestände der vom KFO angeschafften Schutzmaterialien. Die Mittelzuweisung übersteigt ausserdem die Befugnis des Staatsrats gemäss Gesetzgebung über die Staatsfinanzen (d.h. 4 702 070 Franken, s. Art. 29f. und 43 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates [FHG; SGF 610.1] sowie Verordnung vom 4. Juni 2019 über die massgebenden Beträge gemäss der letzten Staatsrechnung [SGF 612.21]). Aus Gründen der Transparenz hat sich der Staatsrat somit dafür entschieden, diese Beschlüsse gleich zu behandeln wie die unter Ziffer 2.4. aufgeführten Verordnungen und sie im Gesetz zur Genehmigung der Sofortmassnahmen des Staatsrats zur Bewältigung der COVID-19-Epidemie ausdrücklich zu nennen.

3. Zusammenfassung der aufgewendeten Ausgaben und der finanziellen Auswirkungen

Die vom Staatsrat in sofortiger Reaktion auf die Wirtschaftskrise getroffenen Massnahmen belaufen sich bis heute auf rund 60,2 Millionen Franken. Dazu kommen noch knapp 756 Millionen Franken für die vollumfänglich vom Bund finanzierten Massnahmen nach Bundesrecht, die unmittelbar den Unternehmen und der Freiburger Bevölkerung zugutekommen. Der Staatsrat hat ausserdem 18,3 Millionen Franken für die Finanzierung des KFO und der GSD-Task force, die am 1. Juli 2020 übernommen hat, gesprochen. In der folgenden Tabelle ist die Aufteilung der Gelder nach Einsatzbereichen aufgeführt:

Aufstellung der Finanzhilfen für die Unternehmen und die Freiburger Bevölkerung in der Zeit der «ausserordentlichen Lage», in Millionen Franken
Stand am 21. August 2020

Einsatzbereich	Kanton	Bund
1. Wirtschaftshilfemassnahmen		
Bürgschaften für Geschäftskredite		604,9 *
Kurzarbeit		163,7 *
Erwerbsausfallentschädigungen (EO)		41,7 *
Hilfe für die Geschäftsmieten	20,0	
Hilfe für Kulturschaffende	11,228 **	6,383
Hilfe für den Tourismus	6,0	n.d.
Hilfe für die Presse und die Medien	5,34	n.d.
Unterstützung und Beratung für Jungunternehmen	5,6125	10,0
Steuerliche Massnahmen	4,9	
Unterstützung der lokalen Wirtschaft	4,195	
Berufsberatung und Berufsbildung	1,899	
Von Prekarität betroffene und armutsgefährdete Personen	1,0	
2. KFO und GSD-Task Force	18,3	

* Am im Titel genannten Datum effektiv gewährte Beträge. Die anderen Beträge in der Tabelle entsprechen den Gesamtbeträgen in den einschlägigen Verordnungen und Beschlüssen. Sie werden je nach Bedarf nach und nach freigegeben.

** Einschliesslich der ordentlichen Kantonsbeiträge für die Kulturförderung, von denen ein Teil auch ohne Leistungserbringung ausgezahlt wird.

Die finanziellen Auswirkungen der Coronakrise für den Staat beschränken sich nicht auf diese Beträge. Die bisherigen und künftigen Gesamtkosten aller Massnahmen des Staatsrats zur Pandemiebekämpfung und zur Bewältigung ihrer wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen sind sehr hoch. Obwohl sich momentan keine eindeutigen Prognosen erstellen lassen, deutet kurz- und mittelfristig alles eindeutig darauf hin, dass es in den kommenden Monaten weitere hohe Ausgaben zu bewältigen gilt und verschiedene Steuereinnahmen stark unter Druck geraten werden. Darauf, wie die betreffenden finanziellen Auswirkungen antizipiert und mittelfristig geschätzt werden sollen, wird im Bericht 2020-GC-98 vom 9. Juni 2020 über das Management der COVID-19-Krise eingegangen.

Nach den derzeitigen Prognosen dürfte diese Krise die Staatsvoranschläge und Staatsrechnungen der Jahre 2020, 2021 und 2022 mit mindestens insgesamt 400 Millionen Franken belasten. Es darf jedoch nicht vergessen werden, dass die ungewisse Entwicklung der Pandemie in den

kommenden Wochen und Monaten sowie die mangelnde Vorhersehbarkeit hinsichtlich Zeitpunkt und Intensität der wirtschaftlichen Erholung sowohl auf nationaler als auch auf globaler Ebene eine Prognose sehr schwierig machen. Diese ersten Schätzungen sind daher mit entsprechender Vorsicht zu betrachten.

4. Weitere Auswirkungen

Der Vorentwurf hat keine personellen Auswirkungen.

Er hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden. Er wirkt sich auch nicht auf die nachhaltige Entwicklung aus.

Er entspricht zudem der Kantonsverfassung und dem Bundesrecht und ist auch punkto Eurokompatibilität völlig problemlos.

5. Kommentar der Bestimmungen

Artikel 1

Artikel 1 erläutert in allgemeiner Form den Zweck des Gesetzes.

In Anwendung von Artikel 117 KV genehmigt der Grosse Rat die vom Staatsrat getroffenen Massnahmen im Kampf gegen die Covid-19-Epidemie und legitimiert damit das Krisenmanagement.

Mit der Annahme des ihm unterbreiteten Gesetzes genehmigt der Grosse Rat die Gesamtheit der vom Staatsrat vom 13. März 2020 bis 19. Juni 2020 getroffenen Massnahmen im Kampf gegen die Folgen der Coronaepidemie, also sowohl die auf dem Verordnungsweg (gesetzgeberische Erlasse) als auch die auf dem Beschlussweg verabschiedeten Massnahmen. Der Einfachheit halber bezieht sich die Genehmigung nicht nur auf die geltenden Erlasse, für die nach den ordentlichen Bestimmungen der Grosse Rat zuständig ist, sondern umfasst auch auf die vom Staatsrat in seinem Zuständigkeitsbereich beschlossenen Massnahmen sowie jene, die nicht mehr wirksam sind.

Artikel 2

Artikel 2 ermächtigt den Staatsrat, die Umsetzung der vom Grossen Rat genehmigten Massnahmen fortzuführen, wenn es das Coronaepidemiemanagement erfordert.

Die Massnahmen, auf die sich diese Bestimmung bezieht, sind unter Ziff. 2.4 und 2.5 dieses Berichts aufgeführt:

- > *SGF 821.40.32*: Ausführungsverordnung vom 14. April 2020 der Bundesverordnung über die Abfederung der wirtschaftlichen Auswirkungen des Coronavirus (COVID-19) im Kultursektor. (ASF 2020_39);

- > *SGF 821.40.52*: Verordnung vom 3. Juni 2020 über eine zeitlich begrenzte Änderung bestimmter Fristen der Gesetzgebung über die Gemeinden (ASF 2020_69);
- > *SGF 821.40.53*: Verordnung vom 3. Juni 2020 über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch die Unterstützung der lokalen Wirtschaft (ULWV-COVID-19) (ASF 2020_70);
- > *SGF 821.40.61*: Verordnung vom 6. April 2020 über die wirtschaftlichen Massnahmen infolge des Coronavirus (WMV-COVID-19);
- > *SGF 821.40.62*: Verordnung vom 14. April 2020 über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus im Tourismusbereich (WMT-COVID-19) (ASF 2020_40);
- > *RSF 821.40.63*: Verordnung vom 21. April 2020 über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Beiträge an Miet- und Pachtzinsen von Gewerbeflächen (WMMV-COVID-19) (ASF 2020_41);
- > *SGF 821.40.64*: Verordnung vom 21. April 2020 über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Beiträge und Beratung für Unternehmen (WMV-Unternehmen-COVID-19) (ASF 2020_42);
- > *SGF 821.40.65*: Verordnung vom 5. Mai 2020 über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus im Bereich der Medien (WMME-COVID-19) (ASF 2020_51);
- > *SGF 821.40.66*: Verordnung vom 3. Juni 2020 über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch die Unterstützung der Berufsberatung und der Berufsbildung (WMV-Bildung-COVID-19) (ASF 2020_72);
- > *SGF 821.40.72*: Verordnung vom 3. Juni 2020 über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Unterstützung von Personen, die erstmals von Prekarität betroffen und armutsgefährdet sind (WMPA-COVID-19) (ASF 2020_74).

Am 1. September 2020 hat der Staatsrat eine Verordnung zur Vereinheitlichung der Geltungsdauer der sogenannten COVID-Verordnungen, deren Umsetzung mehr als ein Jahr nach ihrer Genehmigung in Anspruch nimmt (Verordnung zur Anpassung der Geltungsdauer der COVID-19-Verordnungen) verabschiedet. Diese Verordnungen bleiben in Kraft, solange es Umsetzungsmassnahmen braucht, natürlich unter der Voraussetzung, dass der Grosse Rat sie mit der Verabschiedung des ihm vorgelegten Gesetzesentwurfs legitimiert. In Einklang mit dieser Verordnung sieht Absatz 2 vor, dass die Geltungsdauer jeder der genannten Verordnungen verlängert wird, solange deren Umsetzung es erfordert, längstens jedoch bis 31. Dezember 2035. Bis dann sind sämtliche vom Staatsrat im Kampf gegen die Folgen der Coronaepidemie getroffenen Massnahmen abgelaufen. Am längsten dauert

die Massnahme nach der Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Beiträge und Beratung für Unternehmen (WMV-Unternehmen-COVID-19) (SGF 821.40.64): maximale Bürgschaftslaufzeit von zehn Jahren, die bei Schwierigkeiten, den verbürgten Kredit zu amortisieren, auf höchstens 15 Jahre erstreckt werden kann (Art. 3 Abs. 1 Bst. d), also bis 2035.

Damit obsoleete Erlasse nicht unnötig weiter in Kraft bleiben, soll der Staatsrat alle zwei Jahre prüfen, ob diese aufgehoben werden sollen.

Für einige vom Staatsrat verabschiedeten Beschlüsse in Bezug auf das KFO braucht es ebenfalls Umsetzungsmassnahmen, die nach Annahme dieses Gesetzes getroffen werden sollen, insbesondere was die Verwaltung der Lagerbestände an Schutzmaterialien des KFO betrifft. Zur Vermeidung jeglicher Versäumnisse wird vorgeschlagen, dass der Grosse Rat den Staatsrat formell ermächtigt, diese Massnahmen zu Ende zu führen.

Artikel 3

Nun, da die Notstandsphase vorüber ist, müssen Änderungen der Hilfs- und Unterstützungsmassnahmen, insbesondere ihre Verstärkung, Erhöhung oder Verlängerung wieder nach den ordentlichen Grundsätzen der Zuständigkeitsabgrenzung zwischen dem Grossen Rat und dem Staatsrat geregelt werden, wie auch die Genehmigung neuer Massnahmen (Abs. 1).

Die Erfahrung hat jedoch gezeigt, dass die in einer Notstandssituation getroffenen Massnahmen nicht endgültig sind, sondern oft angepasst werden müssen, damit sie den konkreten Bedürfnissen gemäss der Lageentwicklung entsprechen. Artikel 3 Abs. 2 legt die Grenzen fest, innerhalb derer der Staatsrat die Umsetzung der genehmigten Massnahmen weiterführen kann: Um den praktischen Erfordernissen Rechnung zu tragen (Notwendigkeit, sehr rasch Massnahmen zu ergreifen) und den Grossen Rat nicht unnötig zu überlasten (Risiko sehr zahlreicher Anpassungen) ist der Staatsrat befugt, die notwendigen kleineren Anpassungen in Zusammenhang mit der Umsetzung und Durchführung der Massnahmen vorzunehmen.

Artikel 4

Artikel 4 behält die Befugnis des Staatsrats vor, weitere Massnahmen zu ergreifen, falls sich die epidemiologische Situation wieder erheblich verschlechtern sollte und Artikel 117 KV erneut zur Anwendung gebracht werden muss.

Diese Bestimmung behält auch die Befugnisse gemäss Bundesgesetz vom 28. September 2012 über die Bekämpfung übertragbarer Krankheiten des Menschen (EgG; SR 818.101), Gesundheitsgesetz vom 16. November 1999 (GesG; SGF

821.0.1) und Gesetz vom 13. Dezember 2007 über den Bevölkerungsschutz (BevSG; SGF 52.2) sowie die Massnahmen vor, die im Plan zur Wiederankurbelung der Wirtschaft vorgesehen sind, der dem Grossen Rat im Herbst unterbreitet wird.

Vorbehalten bleibt schliesslich auch das Gesetz, das dem vom Grossen Rat in der Junisession 2020 angenommenen Auftrag 2020-GC-58 «Anhebung der KAE-Obergrenze für Unternehmerinnen und Unternehmer und Massnahmen für Selbstständigerwerbende – COVID-19» Folge leistet. Dieses Gesetz wird wie der Wiederankurbelungsplan gleichzeitig mit dem vorliegenden Entwurf ausgearbeitet.

Artikel 5

Für die vom Staatsrat beschlossenen Sofortmassnahmen, die nicht im Staatsvoranschlag 2020 eingestellt worden waren, braucht es Nachtragskredite im Gesamtbetrag von 73,6 Millionen Franken. Dieser Betrag berechnet sich wie folgt: 60,2 Millionen Franken (in der Verordnung vom 6. April 2020 über die wirtschaftlichen Massnahmen infolge des Coronavirus (WMV-COVID-19) angekündigter Betrag) minus 4,9 Millionen Franken (steuerliche Massnahmen, bei denen es sich nicht um Mehraufwendungen sondern Einnahmeneinbussen handelt) plus 18,3 Millionen Franken (für das KFO und die GSD-Task gesprochener Betrag). Der Staatsrat wird präzisieren, wie sich diese Nachtragskredite auf die verschiedenen Buchhaltungsrubriken verteilen.

Die betreffenden Finanzbedürfnisse erfüllen die Voraussetzungen und Kriterien für ausserordentliche Finanzbedürfnisse nach Artikel 40c des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG; SGF 610.1) und Artikel 22c des Ausführungsreglements vom 12. März 1996 zum Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates (FHR; SGF 610.11). Sie resultieren nämlich aus einer bis heute einmaligen Situation, deren Entstehung sich der Kontrolle der Kantonsbehörden entzog und für die keine Vorfinanzierungen oder Rückstellungen gebildet werden konnten, die aber für den Kanton und seine Bevölkerung von grösserer Bedeutung ist.

Angesichts des Kontextes und der Beträge ist eine Kompensation der Nachtragskredite durch eine entsprechende Ausgabenkürzung gemäss Artikel 35 Abs. 2 FHG nicht möglich. Die Bedingungen für die Anwendung der Bestimmungen von Artikel 25 Abs. 2 FHG betreffend die sich aus der Bundesgesetzgebung oder überkantonalen Konkordaten ergebenden gebunden Ausgaben sind ebenfalls nicht gegeben. Der Staatsrat schlägt deshalb in Abweichung vom FHG vor, dass die Kompensation der Nachtragskredite soweit möglich über Einnahmen des Jahres 2020 erfolgt, die höher ausgefallen sind als budgetiert. Welche Einnahmen dies sind, wird zu einem späteren Zeitpunkt entschieden. Es könnte beispielsweise der Kantonsanteil am SNB-Gewinn darin einbezogen werden.

Sollten die in Frage kommenden Mehreinnahmen zur Deckung der beantragten Nachtragskredite nicht ausreichen, so müsste der negative Saldo in den kommenden Jahren kompensiert werden, in Übereinstimmung mit den Verfassungs- und Gesetzesbestimmungen zum ausgeglichenen Finanzhaushalt (Art. 83 Abs. 3 KV).

Da die Umsetzung einiger vom Staatsrat dringlich beschlossener Massnahmen über das Jahr 2020 hinausgehen wird, sollte bereits jetzt vorgesehen werden, dass ein Teil der im Rahmen der Nachtragskredite zur Verfügung gestellten Beträge auf das Rechnungsjahr 2021 übertragen werden kann. In bestimmten Fällen, die zu gegebener Zeit neu geprüft werden, kann zum jetzigen Zeitpunkt eine weitere Übertragung auf das Rechnungsjahr 2022 nicht ausgeschlossen werden

Artikel 6

Angesichts der weiteren grossen Unsicherheiten hinsichtlich der wirtschaftlichen Auswirkungen von COVID-19 und ihrer Bewältigung und in Bezug darauf, wie sich dies am besten bewältigen lässt, möchte der Staatsrat einen bestimmten Betrag für eine rasche und angemessene Unterstützung in möglichen «Härtefällen» zur Verfügung halten, nachdem sich nach ersten Schätzungen abzeichnet, dass die für bestimmte Sofortmassnahmen bereitgestellten Mittel voraussichtlich nicht voll ausgeschöpft werden.

Unter «Härtefällen» versteht er im Wesentlichen Unternehmen, die aufgrund ihrer Charakteristika von den bisherigen eidgenössischen und kantonalen Hilfsmassnahmen nicht oder nur beschränkt profitieren konnten. Ebenfalls in Frage kommen Unternehmen, die durch die Verlängerung oder Verstärkung gewisser Schutzmassnahmen benachteiligt sein könnten, so etwa beispielsweise im Bereich Eventveranstaltungen. Eine genauere Definition der Härtefälle wird vom Staatsrat zu einem späteren Zeitpunkt beschlossen.

Für Härtefälle ist ein Höchstbetrag von 5 Millionen Franken vorgesehen. Er kann nur insoweit freigegeben werden, als ein mindestens gleichwertiger Betrag nicht zur Finanzierung bereits beschlossener Sofortmassnahmen eingesetzt wird. Insgesamt dürfen die kumulierten Kosten der Sofortmassnahmen und allfälliger Massnahmen für Härtefälle – ohne die für die Aktivitäten des KFO bereitgestellten Beträge 55,3 Millionen Franken nicht überschreiten. Dieser Betrag entspricht demjenigen, der sich ergibt, wenn man von in der WMV-COVID-19-Verordnung angekündigten Betrag (60,2 Millionen Franken) die Auswirkungen der steuerlichen Massnahmen (4,9 Millionen Franken) abzieht.

Artikel 7

Um der derzeitigen Situation so rasch wie möglich ein Ende zu setzen und zur ordentlichen Zuständigkeitsabgrenzung zwischen dem Grossen Rat und dem Staatsrat zurückzukehren, wird vorgeschlagen, dass das Gesetz in Anwendung von Artikel 92 KV als dringlich erklärt wird. (Art. 7 Abs. 1 des Gesetzesentwurfs). Der Entscheid, einen Erlass als dringlich zu erklären, muss mit qualifiziertem Mehr getroffen werden (56 Mitglieder) (Art. 150 und 140 des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006; SGF 121.1).

Das Gesetz kann in Kraft treten, sobald es veröffentlicht wird, was zur Folge haben wird, dass ab diesem Datum sämtliche vom Staatsrat im Kampf gegen die Folgen der Coronaepidemie getroffenen Massnahmen legitimiert sind (Abs. 2).

In Übereinstimmung mit Artikel 92 Abs. 1 KV, wonach für dringlich erklärte Erlasse zu befristen sind, soll das Gesetz von Rechts wegen am 31. Dezember 2035 seine Gültigkeit verlieren, da die vom Staatsrat getroffenen Massnahmen höchstens 15 Jahre dauern (s. WMV-Unternehmen-COVID-19; Bürgerschaftslaufzeit; s. auch weiter oben Ziff. 5.2 Kommentar zu Artikel 2).

Wird jedoch ein Referendumsbegehren gestellt und das Gesetz in der Volksabstimmung dann abgelehnt, so würde es gemäss Artikel 92 Abs. 2 KV vorzeitig seine Wirkung verlieren und ein Jahr nach seiner Annahme ausser Kraft treten. In einem solchen Fall wären die während der Geltungsdauer des Gesetzes umgesetzten Massnahmen jedoch rechtsgültig vollzogen worden und würden durch das Wahlergebnis nicht in Frage gestellt.

**Loi approuvant les mesures urgentes du Conseil d'Etat
visant à surmonter l'épidémie de COVID-19**

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: **821.40.11**

Modifié(s): –

Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 92 et 117 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst.);

Vu le rapport 2020-GC-98 du 9 juin 2020 sur la gestion de la crise COVID-19;

Vu le message 2020-DFIN-49 du Conseil d'Etat du 1^{er} septembre 2020;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

Art. 1 Approbation

¹ Les mesures prises par le Conseil d'Etat pour lutter contre l'épidémie de COVID-19 et surmonter les conséquences de ces mesures sur la société, l'économie et les autorités sont approuvées.

**Gesetz zur Genehmigung der Sofortmassnahmen
des Staatsrats zur Bewältigung der COVID-19-Epidemie**

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: **821.40.11**

Geändert: –

Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Artikel 92 und 117 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV);

gestützt auf den Bericht 2020-GC-98 vom 9. Juni 2020 über das Management der COVID-19-Krise;

nach Einsicht in die Botschaft 2020-DFIN-49 des Staatsrats vom 1. September 2020;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1 Genehmigung

¹ Die vom Staatsrat getroffenen Massnahmen im Kampf gegen die COVID-19-Epidemie und zur Bewältigung der Folgen dieser Massnahmen für die Gesellschaft, die Wirtschaft und die Behörden werden genehmigt.

Art. 2 Mise en œuvre des mesures

¹ Si les mesures décidées par le Conseil d'Etat dans les ordonnances suivantes sont encore nécessaires pour gérer l'épidémie de COVID-19 et ses conséquences, leur mise en œuvre peut se poursuivre:

- a) ordonnance du 14 avril 2020 d'application de l'ordonnance fédérale sur l'atténuation des conséquences économiques du coronavirus (COVID-19) dans le secteur de la culture (RSF 821.40.32);
- b) ordonnance du 3 juin 2020 modifiant temporairement certains délais relevant de la législation sur les communes (RSF 821.40.52);
- c) ordonnance du 3 juin 2020 sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien à l'économie locale et de proximité (OMEL COVID-19) (RSF 821.40.53);
- d) ordonnance du 6 avril 2020 sur les mesures économiques à la suite du coronavirus (OME COVID-19) (RSF 821.40.61);
- e) ordonnance du 14 avril 2020 sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus dans le domaine du tourisme (MET COVID-19) (RSF 821.40.62);
- f) ordonnance du 21 avril 2020 sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien aux loyers ou fermages de locaux commerciaux (OMEB COVID-19) (RSF 821.40.63);
- g) ordonnance du 21 avril 2020 sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien et du conseil aux entreprises (OME-entreprises COVID-19) (RSF 821.40.64);
- h) ordonnance du 5 mai 2020 sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus dans le domaine des médias (MEM COVID-19) (RSF 821.40.65);
- i) ordonnance du 3 juin 2020 sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien à l'orientation et à la formation professionnelle (OMEF COVID-19) (RSF 821.40.66);
- j) ordonnance du 3 juin 2020 sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien aux personnes nouvellement précarisées et à risque de pauvreté (OMEP COVID-19) (RSF 821.40.72).

Art. 2 Umsetzung der Massnahmen

¹ Soweit die vom Staatsrat mit den folgenden Verordnungen beschlossenen Massnahmen zur Bewältigung der COVID-19-Epidemie und ihrer Folgen noch notwendig sind, können sie weiter umgesetzt werden:

- a) Ausführungsverordnung der Bundesverordnung über die Abfederung der wirtschaftlichen Auswirkungen des Coronavirus (COVID-19) im Kultursektor vom 14. April 2020 (SGF 821.40.32);
- b) Verordnung über eine zeitlich begrenzte Änderung bestimmter Fristen der Gesetzgebung über die Gemeinden vom 3. Juni 2020 (SGF 821.40.52);
- c) Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch die Unterstützung der lokalen Wirtschaft vom 3. Juni 2020 (ULWV-COVID-19) (SGF 821.40.53);
- d) Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen infolge des Coronavirus vom 6. April 2020 (WMV-COVID-19) (SGF 821.40.61);
- e) Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus im Tourismusbereich vom 14. April 2020 (WMT-COVID-19) (SGF 821.40.62);
- f) Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Beiträge an Miet- und Pachtzinsen von Gewerbeflächen vom 21. April 2020 (WMMV-COVID-19) (SGF 821.40.63);
- g) Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Beiträge und Beratung für Unternehmen vom 21. April 2020 (WMV-Unternehmen-COVID-19) (SGF 821.40.64);
- h) Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus im Bereich der Medien vom 5. Mai 2020 (WMME-COVID-19) (SGF 821.40.65);
- i) Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch die Unterstützung der Berufsberatung und der Berufsbildung vom 3. Juni 2020 (WMV-Bildung-COVID-19) (SGF 821.40.66);
- j) Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Unterstützung von Personen, die erstmals von Prekarität betroffen und armutsgefährdet sind, vom 3. Juni 2020 (WMPA-COVID-19) (SGF 821.40.72).

² Ces ordonnances restent en vigueur aussi longtemps que des mesures d'exécution sont nécessaires, mais au plus tard jusqu'au 31 décembre 2035. Le Conseil d'Etat examine tous les deux ans, pour chacune d'entre elles, l'opportunité d'une abrogation.

³ La mise en œuvre des mesures prises par le Conseil d'Etat dans les arrêtés relatifs à l'Organe cantonal de conduite peut également se poursuivre jusqu'à son terme.

Art. 3 Adaptation des mesures urgentes

¹ Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, tout renforcement, toute augmentation ou toute prolongation des mesures prévues dans les ordonnances et arrêtés précités relève de la compétence du Grand Conseil.

² Toutefois, le Conseil d'Etat est autorisé à procéder aux adaptations mineures nécessaires relevant de la mise en œuvre et de l'exécution des mesures.

Art. 4 Réserve

¹ Est réservée la compétence du Conseil d'Etat de prendre:

- a) des mesures en application de la loi fédérale du 28 septembre 2012 sur la lutte contre les maladies transmissibles de l'homme, de la loi du 16 novembre 1999 sur la santé et de la loi du 13 décembre 2007 sur la protection de la population;
- b) les mesures nécessaires pour parer aux dangers sérieux, directs et imminents en application de l'article 117 Cst. en cas de recrudescence extraordinaire des cas de COVID-19.

² En cas d'adoption, les mesures contenues dans le plan de relance de l'économie ainsi que celles de la loi complétant les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus pour les entrepreneurs et entrepreneuses et les indépendants et indépendantes (LMEI-COVID-19) sont également réservées.

Art. 5 Financement

¹ Des crédits supplémentaires liés aux mesures prises dans le cadre de la lutte contre les effets du COVID-19, ouverts en faveur des Directions auprès de l'Administration des finances pour l'année 2020 et portant sur un montant total de 73,6 millions de francs, sont approuvés.

² Diese Erlasse bleiben in Kraft, solange Umsetzungsmassnahmen notwendig sind, längstens aber bis 31. Dezember 2035. Der Staatsrat prüft alle zwei Jahre für jede einzelne Massnahme, ob sie aufgehoben werden soll.

³ Die Umsetzung der Massnahmen, die der Staatsrat in den Beschlüssen zum Kantonalen Führungsorgan getroffen hat, kann ebenfalls bis zu ihrem Abschluss fortgesetzt werden.

Art. 3 Anpassung der Sofortmassnahmen

¹ Mit dem Inkrafttreten dieses Gesetzes fällt jede Verstärkung, Erhöhung oder Verlängerung der in den vorgenannten Verordnungen und Beschlüssen vorgesehenen Massnahmen in die Zuständigkeit des Grossen Rats.

² Der Staatsrat ist jedoch befugt, alle notwendigen kleineren Anpassungen im Zusammenhang mit der Umsetzung und Durchführung der Massnahmen vorzunehmen.

Art. 4 Vorbehalt

¹ Vorbehalten bleibt die Befugnis des Staatsrats für die Ergreifung:

- a) von Massnahmen in Anwendung des Bundesgesetzes über die Bekämpfung übertragbarer Krankheiten des Menschen vom 28. September 2012, des Gesundheitsgesetzes vom 16. November 1999 und des Gesetzes über den Bevölkerungsschutz vom 13. Dezember 2007;
- b) der Massnahmen zur Abwendung ernster und unmittelbar drohender Gefahr in Anwendung von Artikel 117 KV im Fall eines ausserordentlichen Wiederanstiegs der COVID-19-Fälle.

² Im Falle der Annahme bleiben die Massnahmen des Plans zur Wiederankurbelung der Wirtschaft und des Gesetzes zur Ergänzung der wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus auf Unternehmerinnen und Unternehmer sowie Selbstständigerwerbende (MUSG-COVID-19) ebenfalls vorbehalten.

Art. 5 Finanzierung

¹ Nachtragskredite, die im Rahmen der Massnahmen zur Bekämpfung der Auswirkungen von COVID-19 bei der Finanzverwaltung für 2020 zugunsten der Direktionen im Gesamtbetrag von 73,6 Millionen Franken eröffnet worden sind, werden genehmigt.

² Les besoins financiers qu'ils servent à couvrir sont considérés comme exceptionnels au sens de l'article 40c de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE).

³ En dérogation à l'article 35 al. 2 et 2^{bis} LFE, les crédits supplémentaires évoqués à l'alinéa 1 peuvent être compensés par des recettes. L'éventuel solde non couvert devra faire l'objet d'une compensation dans les budgets futurs, conformément à l'article 40a LFE.

⁴ Pour les mesures entraînant des décaissements au-delà de l'année 2020, une partie des crédits pourra être reportée sur l'exercice 2021.

Art. 6 Cas de rigueur

¹ Le Conseil d'Etat peut décider de mesures complémentaires pour des cas de rigueur s'il subsiste des montants non entièrement utilisés dans le cadre des mesures d'urgence décrites à l'article 2 al. 1.

² Le Conseil d'Etat définit les cas de rigueur.

³ Le montant total du coût des mesures complémentaires pour des cas de rigueur ne peut dépasser 5 millions de francs.

Art. 7 Dispositions finales

¹ La présente loi est déclarée urgente au sens de l'article 92 Cst.

² Elle entre en vigueur dès sa publication, indépendamment d'une éventuelle demande de referendum.

³ Elle porte effet jusqu'au 31 décembre 2035. L'article 92 al. 2 Cst. est réservé.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

² Sie dienen der Deckung von Finanzbedürfnissen, die als ausserordentliche Finanzbedürfnisse im Sinne von Artikel 40c des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates vom 25. November 1994 (FHG) gelten.

³ In Abweichung von Artikel 35 Abs. 2 und 2^{bis} FHG können die Nachtragskredite gemäss Absatz 1 durch Einnahmen kompensiert werden. Ein allfälliger negativer Saldo muss in den kommenden Voranschlägen gemäss Artikel 40a FHG ausgeglichen werden.

⁴ Für die Massnahmen mit Auszahlungen über das Jahr 2020 hinaus, kann ein Teil der Kredite auf das Rechnungsjahr 2021 übertragen werden.

Art. 6 Härtefälle

¹ Der Staatsrat kann zusätzliche Massnahmen für Härtefälle beschliessen, sofern im Rahmen der Sofortmassnahmen nach Artikel 2 Abs. 1 nicht vollständig verwendete Beträge vorhanden sind.

² Der Staatsrat bestimmt die Härtefälle.

³ Die Gesamtkosten der zusätzlichen Massnahmen für Härtefälle dürfen 5 Millionen Franken nicht überschreiten.

Art. 7 Schlussbestimmungen

¹ Dieses Gesetz wird im Sinne von Artikel 92 KV dringlich erklärt.

² Es tritt in Kraft, sobald es veröffentlicht wird, unabhängig von einem allfälligen Referendumsbegehren.

³ Es bleibt in Kraft bis 31. Dezember 2035. Artikel 92 Abs. 2 KV bleibt vorbehalten.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Elle entre en vigueur dès sa publication, indépendamment d'une éventuelle demande de referendum.

IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Es tritt in Kraft, sobald es veröffentlicht wird, unabhängig von einem allfälligen Referendumsbegehren.